

LIBRARY



„Devons-nous, pour assurer la survie de notre production, produire des „Dallas“ européens ?”

L'Europe face aux mutations de la télévision

Dès 1987, l'arrivée des satellites de télévision directe va bouleverser le paysage audiovisuel de l'Europe. Chacun se bat pour avoir sa place. Les TV de service public, s'estiment menacées par les nouveaux venus. Les petits pays, comme la Belgique, craignent d'être exclus de la télévision de demain.

Pour que l'Europe, au lieu de s'entre-déchirer, s'unisse pour faire face à ce formidable enjeu économique et culturel, la Commission a proposé une politique communautaire de la télévision. Nous

avons demandé à Robert Stéphane, administrateur-général de la RTBF, et à Jan Kerremans, commissaire du gouvernement à la BRT et chef de cabinet du Ministre flamand de la Culture (P. Dewael), leurs

réactions. Une harmonisation des politiques nationales risquent, en tout cas, de rencontrer de nombreux obstacles, tant les situations existantes sont déjà différentes.



Dans ce numéro

- 2 Stratégie européenne
- 4 Interview
R. Stéphane : RTBF
- 5 J. Kerremans : BRT
- 8 Les TV en Europe
- 11 Round du GATT
- 12 Elections Européennes
- 13 Wallonie-ACP
- 14 Afrique du Sud
- 15 Aide d'urgence
- 16 M. Marin : Politique sociale - Rijckevelde
- 17 Panamarenko - Lait-budget 1987 - Informatique - Anti-terrorisme - Région
- 20 L'Europe sur deux roues

Trois enjeux pour une stratégie Européenne

La Communauté va-t-elle se doter prochainement d'une politique commune de la télévision ? La question est à l'ordre du jour : les Douze ont déjà tenu un premier débat informel en juin dernier et la télévision devrait consister l'essentiel du menu du prochain Conseil des Ministres chargés de la Culture, début novembre. La Commission a en effet proposé, le 19 mars, une directive fondée sur trois objectifs : assurer la libre-circulation des émissions dans la CE, donner une base commune au développement technologique et favoriser la création de programmes européens.

C'est qu'il est minuit moins cinq pour l'audiovisuel européen. Dès l'année prochaine, les premiers satellites de télévision directe seront lancés par la France et la RFA. Comme leurs programmes pourront être captés à travers tout le continent par une simple antenne, aucun pays ne pourra donc s'opposer à leur réception. Et la situation exceptionnelle de la Belgique, avec ses 16 chaînes de télévision, deviendra rapidement la norme en Europe avec la multiplication des satellites. Les enjeux d'une telle révolution, qui sonne le glas de tous les monopoles publics déjà, il est vrai, largement entamés, sont considérables. Sur le plan économique : c'est un marché énorme que la Commission estime à plus de 100 milliards d'Ecus (4.500 milliards de FB) d'ici 1995 et ceci seulement pour les investissements industriels. Quant à la demande de films, elle devrait atteindre de 300 à 500.000 heures par an, en 1990, comparé à une production actuelle de la France, de la R.F.A., de la Grande-Bretagne et de l'Italie, d'un maximum de 5000 heures au total, par an. L'enjeu est aussi politique : l'Europe parviendra-t-elle à s'unir pour échapper à la domination technologique des Etats-Unis et du Japon ? Pourra-t-elle s'opposer à l'invasion des programmes américains,

vendus en Europe à des prix de dumping ? C'est bien l'avenir de la construction européenne, de l'identité européenne — à laquelle la „TV Sans frontières” pourrait apporter une impulsion décisive — qui est en jeu.

Un marché unique

C'est aussi pour éviter le risque d'un développement anarchique, en fonction des intérêts nationaux, des nouveaux médias — qui affaiblirait inévitablement toute riposte européenne — que la Commission européenne a présenté, le 6 juin 1984, son „Livre vert sur l'établissement du marché commun de la radiodiffusion”. Un an et demi aura été nécessaire pour aboutir, après de multiples consultations auprès du Parlement européen et des milieux intéressés, à une proposition de directive. C'est que la tâche n'est pas facile : pour assurer la libre circulation des émissions dans toute la Communauté, afin que les Etats membres ne puissent désormais s'opposer à la diffusion d'une chaîne étran-



gère sur leur sol national, encore faut-il s'entendre sur une réglementation acceptable par tous. Celle-ci concerne d'abord la publicité, dont il faut éviter qu'elle envahisse les écrans et menace les ressources de la presse écrite, tout en assurant la viabilité des nouvelles chaînes par satellites qui exigent d'énormes investissements (à titre d'exemple, le coût annuel de location d'un canal sur Télécom 1, satellite de télécommunication, est de près de 3 milliards de FB). Dans son „Livre vert”, Bruxelles proposait de limiter à 20 % maximum, le temps d'antenne consacré à la publicité, reprenant ainsi le taux, le plus élevé

en Europe, autorisé dans „lander” de RFA. Le Parlement européen s'est, lui, prononcé pour un maximum de 10 %. Mais une telle limite aurait été difficile à imposer puisqu'elle est déjà dépassée par plusieurs chaînes en Europe, dont R.T.L. (13,5 %) et les émetteurs privés italiens (13 à 15 %) ou anglais (11,6 %). Pour finir, la Commission a coupé la poire en deux : c'est le chiffre de 15 % qu'elle a retenu dans sa proposition de directive (ce qui équivaut à 9 minutes par heure).

Deuxième exigence : 60 % au moins du temps d'antenne (publicité, information, jeux et sport non compris) devra être réservé à des programmes d'origine européenne. Une période de transition, où ce taux sera seulement de 30 %, est prévue pour 3 ans, bien que toutes les TV actuelles dépassent déjà, selon la Commission, le chiffre de 60 %. Mais le commissaire européen chargé de la Culture, Carlo Ripa di Meana, craint manifestement de voir cet objectif battu en brèche par des „nouveaux venus” tentés d'„exercer leurs activités à des coûts très bas sur la base de programmes composés de publicité, de séries populaires et de feuilletons, fournis à des prix de dumping par des pays tiers”.

Dans le même ordre d'idée, les télévisions devront consacrer 10 % de leur budget (5 % pendant la période transitoire de 3 ans) à l'achat de programmes produits par des firmes indépendantes de la Communauté. Enfin, d'autres dispositions concernent l'interdiction de la publicité pour le tabac, la limitation de celle pour l'alcool, la protection de la jeunesse et les droits d'auteur. Désormais, un Etat membre ne pourra donc s'opposer à la diffusion d'une chaîne d'un autre pays de la CE si celle-ci respecte ces règles. Mais il restera bien entendu libre de fixer, au niveau national, des normes plus (ou moins) sévères.



C'est la télévision qui donne aux enfants, leur image du monde.

Les normes communes

Fixer un cadre juridique n'est pas tout. Le marché commun de la télévision ne pourra se développer que si l'Europe dispose de normes communes de diffusion. Il s'agit d'éviter le développement de standards incompatibles entre eux comme ce fut le cas pour la TV couleur (PAL et SECAM). Sur ce point, au moins, les choses vont bon train : une norme commune pour la production, la diffusion et la réception des émissions transmises par satellite de télévision directe, appelée MAC/Paquets, a déjà été adoptée par les Douze le 23 juin dernier. L'introduction de cette norme est d'autant plus importante qu'elle peut servir de base à l'élaboration d'un standard européen pour la „super” télévision de demain, dite de „haute définition”.

Cette nouvelle TV, qui devrait atteindre le grand public vers 1992-95, assurera une finesse de réception comparable au cinéma (et ceci par le doublement des lignes sur l'écran) et impliquera également un bouleversement des modes de production de l'image. Les enjeux industriels sont donc considérables et c'est au niveau mondial que la bataille pour la télévision de l'an 2000 se livre : le Japon qui s'apprête à lancer le premier satellite de TV de „haute définition” en 1989, cherche à faire adopter sa propre norme par le Comité consultatif international de la Radiodiffusion (CCIR). Mais celle-ci a le grand désavantage d'être incompatible avec les systèmes actuels : tout le parc de télévisions, magnétoscopes, caméras, etc., devrait donc être renouvelé... au plus grand profit des Japonais, très en avance sur le plan technologique. En invoquant le coût d'une telle opération, la CE a obtenu, en mai dernier, que le CCIR lui laisse un délai de deux ans pour présenter une norme européenne à l'adoption internationale, qui serait, elle, compatible avec les techniques exis-



tantes. Dans ce qui apparaît comme une course contre la montre, l'Europe est pour une fois unie : les quatre „grands” de l'industrie (Philips, Thomson, Bosh et Thorn-Emi) ont accepté de collaborer à la définition de cette norme et ceci dans le cadre du programme „Eureka” qui à l'avantage d'associer aussi des pays européens non-membres de la CE.

Enfin, le dernier aspect de l'action de la Communauté dans le domaine de la technologie porte sur l'élaboration du RNIS, le „réseau numérique à intégration de services”. Là aussi, il faut créer des normes communes européennes par la définition d'un „réseau” (cable, terminaux, etc) où l'audiovisuel, l'informatique et les télécommunications seront totalement intégrés.

Aider la création

Disposer des plus belles techniques du monde ne suffit pas pour faire une télévision. Encore faut-il

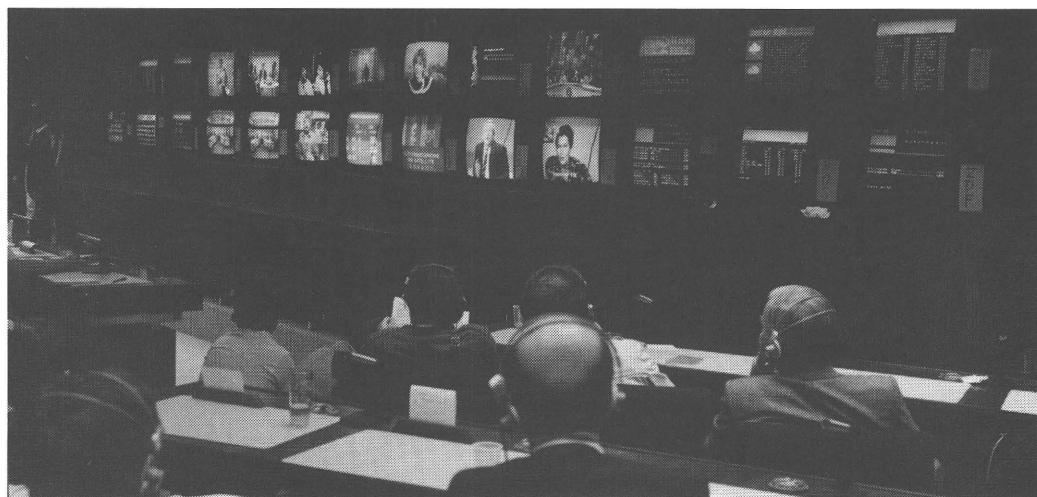
avoir des programmes et, sur ce plan, la situation en Europe est des moins favorables : le cinéma souffre d'une baisse de la fréquentation des salles (– 25 % en Allemagne, – 70 % en Grande-Bretagne et en Italie au cours des dix dernières années) et la production d'émissions de télévision, de plus en plus coûteuses, ne cesse de décliner (– 30 % en France depuis 1980), au profit des téléfilms importés (+ 75 % en France pour la même période). On le comprend quand on sait qu'une épisode de DALLAS (50 min) est vendue 1,3 million de FB alors que la production d'une œuvre de fiction originale revient en France à 17,6 millions de FB en moyenne !

La Commission entend donc donner un coup de pouce pour stimuler une création dont le déclin ne pourra être enrayé par le seul fait d'imposer 60 % de programmation d'origine européenne. Mais dans ce domaine, ses ambitions sont aussi vastes que la tâche est difficile : les moyens financiers lui font, pour le moment, défaut et les habitudes nationales comme la diversité des langues ne facilitent pas une coopération entre les télévisions. Bruxelles a néanmoins commencé, depuis le 12 mai, à organiser des „tables rondes” entre professionnels afin de définir

des projets communs dans le domaine de la production et de la distribution, qui pourraient recevoir un appui financier de la CE, à partir de 1988. En attendant, Bruxelles, a déjà débloqué une première aide de 3 mio d'Ecus (132 mio FB) en faveur d'„Europa TV”, une chaîne multilingue diffusée par satellite et financée par cinq télévisions publiques européennes (Pays-Bas, Irlande, Italie, RFA et Portugal).

Si personne ne conteste que „la première priorité est la bataille des programmes”, comme le faisait remarquer le ministre français chargé de la Culture, François Léotard, au cours d'une réunion avec ses collègues, le 13 juin dernier, la mise en place d'une politique commune dotée de moyens financiers importants est loin d'être acquise. Ainsi, l'an passé, la création d'un Fonds de soutien à la coproduction audiovisuelle, recommandée par la Commission, avait été rejetée par le Danemark (qui a toujours contesté la compétence de la CE dans le domaine culturel), la RFA et la Grande-Bretagne. Et celle-ci a déjà fait savoir qu'elle s'opposerait fermement, au nom du libéralisme, aux quotas de production et de publicité proposés par le collège européen.

Valérie Hirsch



20 juin 1984 : au Parlement européen à Bruxelles, des journalistes comparent les commentaires, après les élections européennes, sur 16 chaînes retransmises simultanément par le câble.

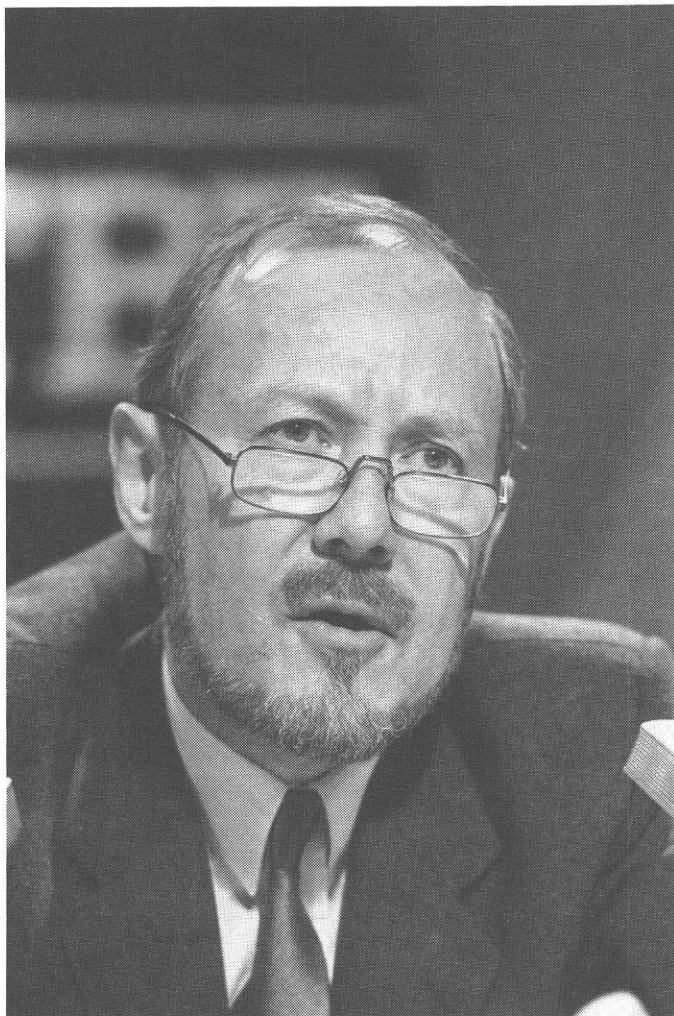
Robert Stéphane; administrateur général de la RTBF : „Une collaboration entre les télévisions s'impose”

Eur info : Une réglementation pour assurer la libre-circulation des chaînes de télévision dans la Communauté vous apparaît-elle nécessaire ?

R. Stéphane : Je constate que nous n'avons pas de réglementation et que nous recevons déjà en Belgique des programmes de beaucoup de pays de la Communauté sans que cela ait posé de problèmes vraiment complexes. Est-ce qu'une réglementation s'impose ? On peut s'interroger. Est-ce qu'il est de la compétence de la Communauté de s'occuper de radio-télévision ? C'est un débat qui a beaucoup animé les radio-diffuseurs. L'axe principal de l'activité de la CE, c'est la dimension économique et celle-ci existe pour la production audiovisuelle. Il est clair qu'il y a aussi une dimension liée à la vie des Etats, sur le plan économique et culturel. Aussi, je dirais „oui” à une réglementation qui apporte un stimulant à la production. Mais nous tenons, en tant que radio-diffuseurs, à maintenir l'autonomie nécessaire à l'accomplissement de nos missions qui, impliquent une responsabilité par rapport à des auditoires nationaux.

EI : Entrons dans le détail de la directive proposée par la Commission. Que pensez-vous de la limitation de la publicité à 15 % du temps d'antenne ?

RS : De manière très paradoxale, la Commission ne prévoit plus, comme elle l'envisageait dans son „Livre Vert”, que la publicité soit autorisée à tous les diffuseurs européens. J'avoue que cette disposition, d'un esprit aussi agréablement libéral, m'aurait convenu ! Quant au maximum de 15 %, il est d'une ouverture tellement grande que cela pourrait devenir inquiétant, d'autant plus qu'on ne fait pas référence à l'heure mais bien au temps d'antenne global : 15 % par heure équivaut à 9 minutes de publicité toutes les heures, ce qui entraîne déjà des inter-



Robert Stéphane : „le service public est menacé”.

ruptions de programme. Mais en plus, on peut concentrer ces 15 % sur certaines heures de grande écoute et avoir ainsi une programmation complètement bousculée par la publicité comme le deviennent de plus en plus les télévisions américaines ou certaines chaînes italiennes. Je crois que pour le téléspectateur européen, cela n'a rien de positif. C'est une position qui ne le protège pas un minimum.

Garder notre autonomie

EI : Et l'obligation de programmer au moins 60 % du temps d'antenne avec des émissions produites dans la Communauté ?

RS : La plupart des radio-diffuseurs ont reçu assez mal cette idée. Pour diverses raisons. D'abord, cela nous semble contraire au fonctionnement auto-

nome nécessaire des radio-diffuseurs, singulièrement publics, qui ont des missions à assumer et doivent trouver les moyens de le faire en pleine autonomie. Alors que nous avons du conquérir notre autonomie de programmation par rapport aux gouvernements nationaux dans la plupart des pays, la fixation de quotas changent les règles du jeu. Mais sur le plan concret, nous pouvons avoir une attitude plus modérée dans la mesure où ces quotas sont déjà assez largement respectés, par les radio-diffuseurs publics en tout cas.

Ensuite, il nous semble choquant d'exclure du calcul des quotas, des émissions comme les informations, le sport et les jeux qui, pour nous, impliquent aussi de la création culturelle. Si la France et la Suisse ont acheté notre jeu, „L'esprit de famille”,

cela ne doit pas être une production si méprisable. En éliminant ces émissions, on se trouve peut-être en dessous des 60 % : va-t-on devoir consacrer moins de moyens aux journaux télévisés pour respecter ce quota ? Nous risquons ainsi de nous mettre à produire juste pour remplir ce dernier avec des émissions sans intérêts qui ne seront pas exportables. Donc, ce quota n'offre pas une garantie de qualité. Par ailleurs, s'il est légitime que la Commission ne prenne en compte que les émissions des „Douze”, nous avons des coproductions importantes avec d'autres pays qui n'appartiennent pas à la Communauté, comme la Suisse et le Canada qui connaît d'ailleurs les mêmes difficultés avec la production américaine. Cette collaboration devrait être aussi retenue car ces pays jouent un rôle important dans la production culturelle et la défense de l'identité européenne. En résumé, je suis radicalement d'accord avec les objectifs de la Commission – accroître la production européenne et la circulation européenne pour la double raison économique, créer des emplois, et culturelle, affirmer notre identité au moment où nous sommes envahis par les productions américaines et japonaises – mais les moyens, je les discute.

EI : Enfin, que pensez-vous de l'idée de consacrer 10 % du budget à l'achat de programmes de producteurs indépendants ?

RS : Encore une fois, c'est une idée qui est valable mais qui ne tient pas compte de la situation existante : dans beaucoup de pays européens, une part importante de la production est assurée par les télévisions elles-mêmes. Je suis pourtant d'accord qu'il faut accroître la part de programmes achetés à l'extérieur où il y a une dynamique certaine de production. C'est aussi une manière de remettre en cause cer-

Suite à la page 6.

Jan Kerremans, commissaire du gouvernement à la BRT „Pourrions-nous maintenir notre identité culturelle ?”

Info : Bien des remous ont secoué le monde télévisuel ces dernières années : l'arrivée de la publicité, la privatisation de certaines chaînes, l'installation généralisée du câble en Belgique, les producteurs qui exigent toujours plus et la crise qui restreint les budgets.

Pensez-vous que dans les circonstances actuelles, l'intervention de la Communauté soit souhaitable pour assurer la libre circulation de la télévision ?

Jan Kerremans : Tout dépend bien entendu de ce que sera cette intervention. La Communauté est chargée d'une mission de coordination mais cela ne doit pas mener à du protectionnisme. Certaines aides économiques sont nécessaires, pour autant qu'elles ne se rattachent pas à des mesures normatives. Tout revient à cette question : peut-on maintenir son identité culturelle avec des mesures contraignantes ?

EI : La publicité représente une source financière pour la majorité des émetteurs de TV. La Belgique ne devrait-elle pas emboîter le pas ?

JK : En Belgique, la répartition des compétences est un problème très épineux. La gestion des media est du ressort des communautés mais il n'en va pas de même des apports financiers qui doivent soutenir cette gestion : les redevances radio et télévision ainsi que la publicité commerciale.

Il existe un projet de loi nationale visant à autoriser la publicité commerciale en Belgique, mais sur un seul programme par communauté, une chaîne commerciale – si elle voit jamais le jour – ou la chaîne publique, la BRT. Dans l'éventualité de l'apparition d'une chaîne privée en Flandre, ce serait celle-ci qui se verrait octroyer la publicité commerciale parce qu'elle n'aurait aucune autre forme de ressources financières. Par voie de conséquence, la BRT n'émettrait aucune publicité. En l'absence de



Jan Kerremans, Chef de Cabinet du Ministre Communautaire de la Culture, Patrick Dewael. Depuis début 1982, il est commissaire du gouvernement auprès de la BRT.

TV privée, la situation devient toute différente politiquement et la BRT pourrait diffuser des publicités.

EI : Comme la décision tarde à venir, les chances de la BRT ne sont-elles pas plus grandes ?

JK : Comme la presse écrite subirait inévitablement des pertes dans le cas de l'introduction de la publicité sur antenne, elle s'intéresse au projet de TV privée en Flandre. Plus elle traîne à saisir la main tendue, plus la BRT a de chance de voir tomber la publicité dans son escarcelle. Et tout un chacun est persuadé qu'en Belgique, on ne peut plus empêcher la pénétration de la publicité sur les ondes.

Ce qui s'est d'ailleurs déjà produit avec RTL en Wallonie et à Bruxelles et qui pourrait arriver en Flandre si la troisième chaîne hollandaise y était distribuée. Nous aurons moins de diffi-

cultés avec Sky Channel et Musicbox en raison de la barrière de la langue. Un sondage de la BRT sur les habitudes d'écoute et de vision fait apparaître que 12 % seulement des Flamands regardent des programmes dans une autre langue que le néerlandais. Tous les autres regardent les deux programmes BRT et les deux émetteurs hollandais. Un troisième émetteur hollandais poserait énormément de problèmes pour l'avenir de la publicité télévisuelle en Flandre. Le premier capable de saisir ce marché pourra le modeler à sa guise.

L'illusion du protectionnisme

EI : La proposition CE prévoit également qu'un minimum de 30 % des programmes soit produit dans la Communauté pour arriver à 60 % après 3 ans et que 10 % du budget des

programmes soit affecté à l'achat d'émissions ou de films réalisés par des producteurs indépendants. Qu'en pensez-vous ?

JK : Les petits pays comme la Hollande ou la communauté flamande se trouvent évidemment dans une position très désavantagée par rapport aux géants linguistiques.

Nous sommes favorables à ces principes pour autant qu'ils soient appliqués dans le respect de l'identité culturelle de la communauté flamande. Il n'est pas question que ce soit Dallas mais encore moins Berlusconi, bien que ce dernier se trouve dans la Communauté européenne. Sans vouloir s'inscrire en faux contre les Directives ou le Traité européen, nous essaierons de donner une sorte de statut prioritaire aux programmes flamands dans le cadre culturel européen général. Ensuite, il y a aussi l'aspect économique : la stimulation de l'industrie de l'image. En Flandre, nous avons Flander's Technology et une industrie vidéo comptant de jeunes PME qui doivent pouvoir garder toutes leurs chances.

Il est illusoire de vouloir prendre des mesures protectionnistes. La seule solution est de faire en sorte d'être en Europe – et en ce qui nous concerne, en Flandre – suffisamment fort au niveau de la production. Pour cela, il faut s'ingénier à trouver les hommes qui possèdent un réel dynamisme et la conscience culturelle nécessaire pour y arriver. C'est pour cela que nous avons pleinement appuyé la création du Flander's European Media Institute (FEMI) par des professionnels et des industries de la branche. Cette année s'est tenu un séminaire de scénarisation à Alden Biesen sous la direction de Frank Daniel; des douze participants, six venaient de Flandre.

Nous devons veiller à ce qu'en Europe, on puisse disposer du know how mais aussi des ouvertures

Suite à la page 7.

Suite de la page 4.

taines de nos habitudes de production et ce risque, nous sommes prêts à le prendre. Mais un quota aussi important menace de déstructurer une production interne qui est souvent de grande qualité. Il vaut mieux encourager la production indépendante et faciliter son achat par les télévisions que fixer des quotas.

Un Dallas européen

EI : Quelles devraient alors être les priorités d'une politique communautaire d'aide à la production ?

RS : Je crois d'abord que des fonds importants devront être mobilisés. L'Europe des citoyens ne se fera pas sans une plus grande coopération entre les chaînes de télévision, sans le développement d'une tonalité européenne plus forte dans les télévisions nationales ou la création de chaînes européennes. C'est dans la télévision que les gens cherchent leur image du monde.

L'année européenne du cinéma et de la télévision, en 1988, peut être un bon moyen pour lancer, avec l'aide de la Commission, un certain nombre d'actions pilotes dans les domaines suivants : comment produire un „Dallas” européen qui soit de qualité, donc travailler au problème du scénario de fiction ou de série européenne; comment développer les nouvelles techniques électroniques de tournage ou celles de la télévision de haute définition; comment aboutir à une chaîne d'information européenne telle „Cable News Network” aux Etats-Unis qui diffuse des journaux 24 heures sur 24. On peut aussi améliorer les techniques de doublage, donner des incitants fiscaux pour que des producteurs extérieurs à l'Europe aient intérêt à coproduire avec nous ou coordonner les politiques d'exportation alors qu'aujourd'hui, personne, mis à part les Anglais, ne vend à un marché

aussi important que celui des Etats-Unis. Nous devons définir une économie européenne de la culture par une collaboration active entre les pays membres et entre les TV européennes.

EI : Mais la coopération entre les chaînes n'est-elle pas limitée par les différences culturelles en Europe ?

RS : Pourquoi la mentalité américaine de „Dallas” serait-elle plus acceptable que celle des Anglais par exemple ? Si „Dallas” a été acheté par toutes les chaînes européennes, c'est d'abord parce que son prix de vente était très bas. Donc, tout le problème est de baisser nos coûts de production. Il ne s'agit pas de gommer nos différences : Agatha Christie est quand même lue en Italie et en Allemagne; Simenon, avec son côté wallon, est apprécié en Amérique. Essayons de valoriser ce qu'il y a de plus fort dans notre culture et d'acceptable par les autres. Sachons jouer nos différences comme une arme de promotion.

EI : Approuvez-vous le soutien apporté par la CE à Europa-TV ?

RS : Oui, parce que Europa-TV permet de développer dans le réel des expériences de sous-titrage et



doublage de formes diverses qui essayent de rendre digeste une matière multilingue qui, par nature, est impossible à diffuser. Mais je suis plus réservé sur l'avenir à long terme de cette chaîne car il est très difficile de faire pénétrer dans des auditoriums nationaux, des programmes multilingues. Les techniques développées par cette expérience seront peut-être utilisées à terme dans une autre perspective, celle de chaînes monolingues mais qui utilisent la production faite dans une autre langue par la chaîne voisine. Elles faciliteront donc les échanges.

Les TV publiques menacées

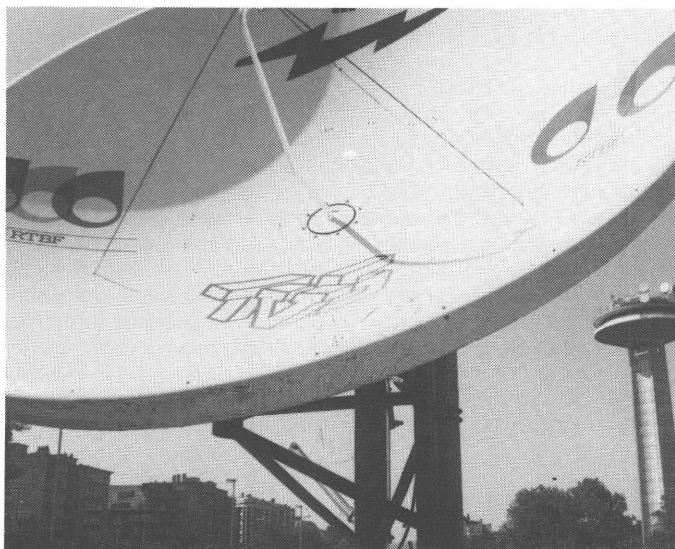
EI : Vous ne croyez donc pas au développement de chaînes à vocation européenne ?

RS : Je pense que nous aurons d'un côté des

chaînes européennes monolingues, comme TV 5 qui a aussi un public aux Pays-Bas ou à Vienne, et de l'autre, des chaînes multilingues très spécialisées. Par exemple, une chaîne sur l'information parce que quelqu'un qui s'intéresse à l'actualité connaît souvent au moins deux langues. On peut aussi imaginer une chaîne multilingue basée sur le sport ou la musique.

EI : Comment voyez-vous l'avenir des chaînes publiques confrontées à la multiplication des TV commerciales ?

RS : Ce sont surtout celles des petits pays qui sont menacées. Si nous ne disposons pas de moyens suffisants dans les prochaines années, nous n'aurons plus les meilleurs films car les télévisions commerciales, nationales ou transnationales, achèteront les droits pour des marchés plus grands que les nôtres. Même les chaînes publiques françaises qui disposent de la publicité vont voir leurs recettes attaquées. Donc, il y a une menace générale sur le service public. Mais elle est certainement plus grande pour les pays qui sont voisins d'une puissance culturelle et économique de même langue, comme la communauté française de Belgique, la Suisse romande, l'Autriche ou le Canada. Ceux-là risquent d'être encore plus sous l'influence de ces grands voisins et des télévisions transnationales qui y seraient implantées. Si les gouvernements nationaux ne prennent pas en compte cette menace, il n'y aura plus dans ces pays de télévisions publiques, qui rendent un service obligé en termes de vie démocratique et dont les décideurs ont besoin pour rendre notoire ce qu'ils font, qui sont capables d'assumer à la fois une information nationale et régionale utile et enfin qui participent à la création et à l'existence d'une production audiovisuelle locale. C'est tout le débat de maintenant.



C'est par cette antenne que les programmes de TV 5 diffusés par satellite sont captés, avant d'être injectés dans le câble.

ite de la page 5.

financières pour dynamiser l'industrie du film.

EI : *L'Europe possède-t-elle ces possibilités ?*

JK : Il faut assurer une énorme production couvrant quelque 250.000 heures pour la fin des années 80, dans trois ans par conséquent.

Comment va-t-on financer ces 250.000 heures à produire ? On devrait arriver à faire Dallas en Europe, ce qui d'ailleurs est formidable du point de vue métier avec des budgets relativement petits : en une semaine, on boucle un épisode. C'est à ça que l'on doit arriver, sans oublier bien entendu la part de films culturels. Il faudra trouver le juste milieu entre le financement par les deniers publics, par les publicités commerciales mais aussi par la vente sous une forme ou autre.

Nous ne pensons pas que l'on puisse imposer un quota de productions culturelles et un autre de divertissements à passer sur antenne.

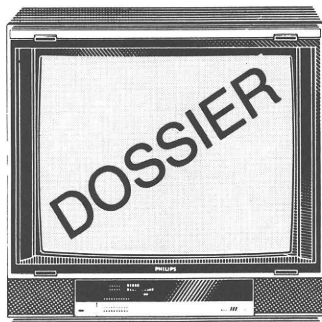
Travailler ensemble

EI : *L'Europe peut-elle réaliser cet équilibre ?*

JK : Elle le peut, mais cela dépend en bonne partie de la volonté des gens eux-mêmes. C'est pourquoi nous sommes partisans d'une participation de la presse dans une télévision commerciale. Les éditeurs ont tous une certaine tradition de culture. Peut-être sont-ils dès lors mieux placés que les autres.

Je pense aussi qu'il est grand temps que l'on organise en Europe une véritable conférence des droits intellectuels. En Belgique, nous devons encore ratifier plusieurs traités datant des années soixante. Il faudrait un sérieux accord européen. Je ne rejete pas les divergences de détails mais les grandes lignes doivent converger.

Venons-en à la question de l'interruption d'un programme pour le passage des publicités : le public fla-



mand est très tatillon sur ce point. Personne n'a intérêt à interrompre une émission. A condition évidemment que la publicité soit rassemblée à des heures sérieuses – avant ou après les journaux télévisés – au moment où la densité d'écoute est traditionnellement élevée.

EI : *Dans le domaine de la culture, on fait de plus en plus appel au parrainage (sponsorisation); pourquoi pas en télévision ?*

JK : Le parrainage doit se faire le plus discret possible, avec élégance. D'autre part, les avantages fiscaux devraient pouvoir élargir le parrainage. Bien pensé, ces avantages permettraient à des institutions privées, des personnes même, ou de grandes mul-

La NOS appelle à un front commun

Le conseil d'administration de la télévision néerlandaise NOS (Nederlandse Omroep Stichting) veut créer un front commun avec les émetteurs des petits pays contre la proposition de la Commission en faveur d'une politique européenne des médias. Le conseil de la NOS se pose d'abord la question de la compétence de la Communauté dans le domaine culturel. Bien que la proposition de la Commission insiste sur les avantages économiques d'une politique européenne, pour tenir tête à l'invasion des programmes nord-américains et à la domination technologique du Japon, el-



tinacionales de montrer leur civisme. Sinon, on risque un jour, en raison des coûts très élevés de la télévision, que ces multinationales finissent par y faire la pluie et le beau temps. Je reste partisan d'une situation transparente et ouverte.

EI : *Un réseau européen du style „Europa-TV" est-il selon vous nécessaire ?*

JK : Je sais que l'administrateur général sortant de la BRT y était très opposé.

le signifie, selon les représentants de la TV néerlandaise, une ingérence dans l'autonomie de programmation. L'identité culturelle des chaînes publiques nationales deviendrait subordonnée à des considérations financières et économiques, dit la NOS. Ceci apparaît dans le quota imposé de programmes „européens", l'établissement d'un maximum de 15 % du temps d'antenne pour la publicité et l'obligation de consacrer 5 %, pendant une première phase de 3 ans, puis 10 % du budget de programmation à l'achat d'émissions produites par des firmes indépendantes.

La NOS va entamer en commun avec la BRT et, si possible, les Danois, une action contre les propositions de la Commission.

Je ne crois pas qu'il avait entièrement tort. Je n'ai guère confiance dans ce projet tel qu'il est aujourd'hui conçu. Un autre aspect de la question est de savoir si l'on a besoin d'une information couvrant l'Europe. Ma réponse est affirmative mais les instituts d'émission, tels qu'ils existent actuellement, devraient accorder plus d'importance à l'Europe et éventuellement créer des liens de collaboration avec les agences de presse.

EI : *Quelles sont les possibilités et les limites de la collaboration entre les réseaux de télévision ? Voyez-vous d'autres moyens de faire face au coût sans cesse croissant de la production ?*

JK : Tout le problème des co-productions est la rationalisation qui devrait aussi conduire à l'intégration. Le coût unitaire devrait s'en trouver réduit. Les contacts quotidiens entre Hilversum et le boulevard Reyers devraient être d'une évidence logique.

Je crois enfin que la Flandre et la Hollande seront contraintes de collaborer et pas uniquement pour des raisons financières, aussi à cause du savoir-faire : les créateurs télévisuels sont trop fortement sollicités.

EI : *Comment voyez-vous l'avenir des media audiovisuels en Europe ?*

JK : Tout d'abord, les programmes à forte audience ne sont pas forcément mauvais. C'est trop souvent la position des intellectuels et des leaders d'opinion. Les programmes de qualité sont aussi appréciés par le téléspectateur; ils doivent simplement être présentés de la bonne manière. En Europe, on devra se mettre à travailler ensemble surtout dans le domaine de la formation, de la préparation et de la conception des programmes. Je ne crois donc pas en Europa-TV. J'ai plus confiance dans des initiatives du type FEMI et dans celles des fabricants de programmes.

Télévisions en Europe : un panorama

La télévision en Europe est en pleine mutation. De plus en plus, de nouvelles techniques apparaissent à l'horizon et chaque jour, naissent de nouveaux projets, de nouvelles opportunités, de nouveaux risques et de nouvelles craintes. L'héritage audiovisuel du Vieux Continent est considérable et unique, aussi bien du point de vue des contenus culturels que de celui des formes juridiques. Il serait dommage de compromettre ces acquis irremplaçables. D'après les principaux experts communautaires, il est possible de prévenir une dégradation de cet héritage — que l'on doit essentiellement aux télévisions de service public — tout en encourageant les nombreuses initiatives nouvelles, surtout de caractère commercial. Une partie de la solution consisterait dans l'harmonisation, au moins à l'échelle européenne, des normes techniques et juridiques dans le domaine de la radiodiffusion, dans le but de créer un seul espace télévisuel qui couvre tout le continent. Ceci devrait permettre aux programmes audiovisuels de circuler plus facilement d'un pays à l'autre et aux stations de fonctionner d'une façon plus rentable sur un territoire plus étendu.

Il sera toutefois très difficile de réaliser ces harmonisations, beaucoup plus difficile que dans d'autres domaines, tant en raison de l'impact que les média audiovisuels ont sur le public (raison pour laquelle ils sont restés de la compétence des autorités publiques, dans les pays européens) que à cause des statuts souvent jalousement protégés par les Etats et très divergents d'un pays à l'autre. Pour illustrer ces différences, et donc une partie des difficultés qu'il faudra surmonter pour fondre les régimes nationaux en un seul ensemble, il suffit de regarder la situation de la télévision dans les plus grands pays membres de la Communauté Européenne.



RFA : Land contre Land

Le paysage télévisuel allemand est largement dominé et contrôlé par les radiodiffuseurs de service public, ARD et ZDF. Depuis deux ans, il existe deux programmes commerciaux, Sat-1 et RTL-plus visibles seulement sur les réseaux de télédistribution dans quelques villes. L'obstacle principal pour les stations privées est d'ordre légal et politique. L'audiovisuel est de la compétence des Länder allemands, pas du Gouvernement fédéral. Et si un Land accorde, par exemple, une autorisation pour la diffusion d'un programme déterminé, il n'est pas dit que le Land voisin en fera autant et aux mêmes conditions. De plus, comme dans la majorité des pays européens, la politique s'en mêle : les démocrates-chrétiens et les libéraux souhaitent ouvrir les portes aux émetteurs privés, tandis que les socio-démocrates se soucient d'abord des conditions de survie de la télévision de service public avant d'accueillir des initiatives purement commerciales.

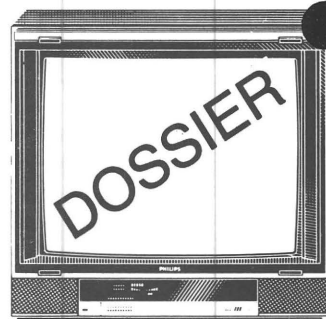
La ARD et la ZDF sont financées par les redevances et par la publicité, qui est la seule source de revenus de Sat-1 et RTL-plus. Il semble qu'en ce moment les stations privées subissent de graves pertes financières, à la fois parce que le public câblé est trop restreint et parce

que les dispositions en matière de publicité sont très contraignantes. Le secteur privé attend avec impatience le lancement — imminent — du satellite de télévision directe allemand (Sat-1) qui entrera en fonction l'année prochaine et qui pourra être capté directement à domicile. A ce moment là, les stations commerciales pourront devenir plus rentables.

Espagne : le triomphe du spot

La radiodiffusion est restée fermement aux mains de l'Etat. Depuis 1982, la Radiotélévision espagnole (RTVE) a modernisé avec succès ses installations et, en ce moment, elle est en train de rajeunir son style et de changer sa programmation : moins de produits nord-américains et plus de créations propres ou de coproductions. La RTVE doit vivre exclusivement de ses rentrées publicitaires — outre, bien sûr, de la vente des programmes et de l'assistance technique aux radiodiffuseurs étrangers, comme font toutes les stations nationales. Il n'y a pas de redevance audiovisuelle en Espagne et le gouvernement ne donne aucune subvention. Seules les chaînes locales en Catalogne (TV-3), au Pays Basque (EITB) et en Galicie (TVG), qui transmettent chacune dans leur langue, reçoivent quelques aides des autorités régionales.

En dépit de l'augmentation constante des coûts, la



modernisation des installations et la croissance des productions originales (7.000 heures de plus par an), la RTVE parvient encore à équilibrer ses comptes. Pas de mystère, c'est grâce à la diffusion de nombreux spots commerciaux, qui - à l'instar de quelques stations privées en Italie — débordent parfois dans une sorte de „barbarie publicitaire". Le film „Autant en emporte le vent", par exemple, a été interrompu 127 fois, pour une durée totale de 52 minutes et 45 secondes, ce qui a rapporté à la RTVE 429 millions de pesetas (133 millions de FB) en une soirée ! En ce moment, le gouvernement est en train de préparer une proposition de loi audiovisuelle prévoyant l'entrée des radiodiffuseurs privés dans l'arène nationale. L'Espagne ne pense toutefois pas encore à développer un projet de télévision directe par satellite (TDS) ou à participer à des projets étrangers sauf, éventuellement, à celui d'Europa-TV.

France : privatisons !

La France — comme l'Italie et le Royaume-Uni — connaît depuis longtemps le phénomène des télévisions commerciales, sous la forme de Télé Monte-Carlo et Radio-Télé-Luxembourg. Il y a également un programme de télévision à péage : Canal-Plus. Avant les dernières élections législatives, le gouvernement socialiste avait autorisé la création d'une cinquième chaîne — „La Cinq" dite „Téléspaghetti," du couple italo-français Berlusconi-Seydoux — et d'une sixième, qui n'a pas connu beau-

oup de succès. Cependant aucune station privée n'a jamais pu diffuser sur tout le territoire de l'hexagone. Les trois chaînes nationales (TF-1, A-2 et FR-3) sont financées par les redevances et la publicité, tandis que les programmes privés n'ont que des ressources commerciales.

Cette situation est en train de changer rapidement. La nouvelle majorité a révoqué le contrat avec „La Cinq” — qui pourra toutefois être renégocié avec le même groupe Berlusconi-Seydoux, mais à des conditions moins avantageuses pour ses derniers — et elle pense à supprimer la sixième chaîne musicale. Ces mesures se placent dans le cadre du projet de réforme de l'audiovisuel, présenté par le nouveau Ministre de la Culture et de la Communication, François Léotard. La clé de voûte de cette réforme sera la création de la Commission nationale de la communication et des libertés — remplaçant la Haute autorité de l'audiovisuel — qui aura la tâche délicate d'organiser la privatisation de la première chaîne française (TF-1). Le nouvel organisme s'occupera également des implications du lancement — également imminent — du satellite français de TDS, TDF-1, le frère jumeau du Sat-1 allemand.

Italie : le „mauvais” exemple

La „situation à l'italienne” est celle que tous les pays membres aimeraient éviter. A la suite d'un jugement de

la Cour Constitutionnelle à Rome, la création de télévisions locales a été autorisée dès le début des années '70, à condition qu'elles ne diffusent pas leurs programmes simultanément sur tout le territoire. Malgré cette restriction, trois puissants réseaux privés nationaux ont pu se constituer : Canale-5 (la chaîne de M. Berlusconi), Rete-4 et Italia-1. Celles-ci ne font pas des émissions nationales, mais elles diffusent le même programme simultanément à partir de quelques dizaines de stations locales, couvrant ainsi tout le pays. Ce phénomène a ébranlé tout le secteur de la télévision et le marché publicitaire, causant des pertes considérables au radiodiffuseur de service public, la RAI. Elle dépend, en effet, en grande partie de ses recettes publicitaires, en plus des redevances, auxquelles les stations commerciales n'ont pas accès.

Depuis des années, le pays attend une nouvelle loi sur l'audiovisuel, qui devrait autoriser les stations privées à diffuser sur une échelle nationale, mais qui tarde toujours à être adoptée. En attendant, la RAI a commencé à relayer ses programmes par satellite dans toute l'Europe — ils sont visibles en Belgique, notamment — et M. Berlusconi de Canale-5 s'est installé à Paris (avec la Cinq) et à Madrid (avec des centres de production les plus grands d'Europe). Les deux regardent également en direction du ciel : la RAI est une des locomotives du projet pan-européen Euro-



pa-TV, qui sera retransmis à partir de 1988 par le satellite géant Olympus de l'Agence Spatiale Européenne; M. Berlusconi, de son côté, est en train de préparer le terrain pour louer un canal de TDS sur un des satellites qui seront bientôt lancés.

Royaume-Uni : des règles strictes

L'„exemple britannique”, par contre, est selon de nombreux spécialistes un des meilleurs compromis duquel on pourrait s'inspirer pour trouver une solution européenne. La télévision en Grande-Bretagne est considérée comme un service indépendant, dans le respect des objectifs fixés par le Parlement. Il existe deux organismes, la BBC de service public et l'IBA d'inspiration commerciale, qui sont responsables chacun des programmes de deux chaînes (BBC 1 et 2, pour le premier, ITV et Channel 4, pour le second). Les programmes de l'IBA sont produits et diffusés par des sociétés indépendantes, sauf le journal télévisé, qui est un service commun de la ITV. Les sources de revenus sont partagées : l'IBA ne peut compter que sur la publicité et la BBC que sur

les redevances. Les deux doivent respecter des cahiers de charges très stricts, notamment en matière de qualité des programmes et de publicité.

A côté des deux organismes, trois autres stations privées sont basées en Grande-Bretagne, mais elle transmettent leurs programmes par satellite : Sky-Channel, Music-Box et Children-Channel. Ces chaînes peuvent seulement être captées et retransmises par des réseaux câblés, en Europe, après avoir obtenu l'autorisation des autorités nationales. Les radiodiffuseurs anglais ont pensé à plusieurs reprises à participer à un projet de TDS ou à développer un satellite britannique, mais jusqu'ici ils y ont toujours renoncé.

Un cadre pour la coexistence

La situation de la télévision dans les pays susmentionnés est caractérisée par l'entrée de radiodiffuseurs privés sur la scène audiovisuelle. Leur nombre et leur importance ne cessera pas de croître, ce qui constitue une évolution positive, à condition qu'elle soit encadrée au niveau européen, comme cela a déjà été fait au niveau national, par exemple au Royaume-Uni. Ceci sera d'autant plus facile qu'actuellement de nombreux Etats européens sont en train de préparer de nouvelles lois sur l'audiovisuel.

Diederik Bangert
10 septembre 1986.

Principales chaînes diffusées par satellite en Europe

Télévisions de droit public							
Pays émettant	Propriétaires principaux	Satellite	Pays couverts	Financement	Programmes	Durée	Audience
EUROPA-TV (Pays-Bas)	ARD / NOS / RAI RTE / RTP	ECS-1	NL, D, P, DK, L, N, S, SF, GB, F, CH, A	Fonds publ. au début; Publicité à terme	Généraliste	5 h/jour	1,5 millions
RAI-1 (Italie)	Etat	ECS-1	B	Fonds publ. Publicité	Généraliste	13 h/jour	275.000
TV-5 (France)	TF-1 / A-2 / FR-3 SSR / RTBF	ECS-1	N, CH, SF, DK, D, NL, B, L, GB, F, CH, A, S	Fonds publ. Parrainage	Sélection des 5 chaînes (rediffusions)	3.30 h/jour	2,7 millions (potentielle)

3-SAT (RFA)	ZDF / ORF / SRG	ECS-1	D, A, CH, (projet RDA, N)	Fonds publ.	Sélections des 3 chaînes (rediffusions)	6 h/jour	900.000 (potentielle)
WORLDNET (Etats-Unis)	USA	ECS-1	B, GB	Fonds publ.	Généraliste	2 h/week-end	245.000
TV-soviétique (Union soviétique)	TV soviétique	Gorizont		Fonds publ.	Généraliste		

Télévisions privées

Pays émettant	Propriétaires principaux	Satellite	Pays couverts	Financement	Programmes	Durée	Audience
SKY-CHANNEL (Royaume-Uni)	Satellite TV	ECS-1	N, SF, S, DK, D, NL, B, GB, F, CH, A	Publicité	Variétés, sports, feuilletons	10 h/jour	4 millions
MUSIC-BOX (Royaume-Uni)	Thorn-EMI Virgin	ECS-1	S, SF, DK, D, NL, B, GB, CH	Publicité	Musique Pop	18 h/jour	2,6 millions
CHILDREN- CHANNEL (Royaume-Uni)	Thorn-EMI	Intelsat-5	GB	Publicité	Emissions pour enfants	8 h/jour	130.000
SAT-1 (RFA)	PKS/APF Edit. de presse	ECS-1	D	Publicité	Généraliste	12 h/jour	1,2 millions
RTL-PLUS (Luxembourg)	RTL / Bertelsman	ECS-1	D (Projet : A)	Publicité	Généraliste		800.000 (potentielle)
CNN (Etats-Unis)	Ted Turner	Intelsat-5	Hotels en Europe	Publicité	Information	24/24 h.	

Temps d'antenne publicitaire à la télévision dans les pays de la CE

Pays	TV nationales de droit public		TV privées nationales
D	ARD : 3,1 % ZDF : 3,2 %		Dans 9 Länder : 20 % max.
E	RTVE : 10 % Max. 6 min/heure		—
F	TF-1 A-2 FR-3	4 % Moyenne : 18 min/jour Max. : 24 min/heure	5° chaîne 6° chaîne } illimité
I	RAI-1 RAI-2 RAI-3	7,5 % 6,4 % 0,7 %	CANALE-5 : 15 % RETE-4 : 13,3 % ITALIA-1 : 14,6 % EURO-TV : 22,3 % Limite prévue par le projet de loi de 6.12.1984 : Moyenne : 16 %/jour Max. : 20 %/heure
UK	BBC-1 BBC-2	pas de pub.	ITV (IBA) Moyenne 10 %/jour Max. 11,7 %/heure CHANNEL 4 Moyenne 10 %/jour Max. 11,7 %/heure SKY-CHANNEL MUSIC-BOX } illimité
B	RTBF-1 TELE-2 BRT-1 BRT-2	Publicité générale pour produits ou secteurs, pas pour marques	—
DK	DR	Pas de publicité	—
GR	ERT-1 ERT-2	7 %	—
IRL	RTE : 7,7 % Max. : 10 %/jour Max. : 12,5 %/heure		—
L	—		RTL RTL-PLUS } illimité
NL	NED-1 NED-2	4,3 % 5 % Max. : 6 h/semaine	—
P	RDP RTP	13,3 % Max. : 8 min/heure	—

Le nouveau „Round” du GATT : quels enjeux ?

Les 92 pays membres du GATT, réunis en Conseil ministériel à Punta Del Este (Uruguay) du 15 au 21 septembre, se sont mis d'accord sur l'ouverture de nouvelles négociations commerciales multilatérales. La CE a accepté que celles-ci porteront notamment sur la réduction des subven-

tions agricoles „directes” (les siennes) et „indirectes” (celles des Etats-Unis). Sur les services, un compromis a aussi été atteint : ils seront traités parallèlement aux sujets traditionnels (agriculture et biens industriels).

Eur-info résume ici les données de ce nouveau round.

C'est probablement un long marathon qui s'est ouvert le 15 septembre à Punta del Este, en Uruguay. Au programme, une nouvelle adaptation des règles du jeu commercial entre les 92 Etats signataires du GATT, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Mais il ne s'agit encore que d'une première mise en jambe. Les ministres ne se sont réunis cinq jours en Uruguay que pour tenter de se mettre d'accord sur les objectifs d'un éventuel nouveau „round” qui, lui, pourrait durer quatre à cinq ans.

Après le Kennedy Round, le Tokyo Round s'est conclu en 1979 sur un accord pour abaisser les barrières douanières et, pour la première fois, réduire les obstacles non tarifaires aux échanges (subventions, restrictions quantitatives, dumping, ...). Mais les engagements pris en 1979 sont loin d'avoir été respectés et le commerce mondial, frappé par la récession, reste lourdement handicapé par de nombreuses mesures protectionnistes que le GATT va à nouveau tenter d'estomper. Un enjeu de taille pour l'économie mondiale, pour la CE qui est la première puissance commerciale du monde et pour ceux de ses Etats membres qui, comme la Belgique, vivent surtout de leur commerce extérieur.

La croissance du commerce mondial, qui était de 5,5 % en moyenne dans les années 70, n'excède plus 0,5 % de 1980 à 1983. Après un sur-saut aussi spectaculaires qu'éphémère en 1984, avec un taux de 9,5 %, la croissance retombe à 3 % en 1985. Et, d'après les experts du GATT, elle n'excèdera pas 3,5 % en 1986.

Comment relancer le mouvement ? De nombreuses propositions ont

été avancées et constituent autant de dossiers épineux qui tantôt divisent les pays industrialisés, tantôt les opposent aux pays en voie de développement. C'est le cas des deux points les plus conflictuels mis à l'ordre du jour des négociateurs : l'agriculture et les services.

La PAC visée

Depuis des années, la politique agricole commune (PAC) est dans le collimateur des Etats-Unis et de nombreux autres exportateurs de produits agricoles comme l'Australie, le Canada ou l'Argentine. Ceux-ci mettent en cause le soutien élevé qu'offre la Communauté à ses exportateurs agricoles, une pratique qui, selon ses détracteurs, contredit le principe même de libre-échange.

Le besoin de réadapter la PAC n'échappe certes pas à la CE. Mais elle n'a pas l'intention d'aborder les nouvelles négociations dans la peau d'une victime consentante et isolée. La Commission fait notamment remarquer que, jusqu'à présent, la PAC n'a jamais été condamnée par le GATT et que les Etats-Unis soutiennent tout autant leurs exportations. En outre, il ne faut pas perdre de vue que beaucoup d'autres pratiques qui ont cours chez nos partenaires, comme les aides au transport ou les aides aux revenus, perturbent tout autant les lois du marché. „Si on ouvre le dossier agricole,” avertissait Willy De Clercq, membre de la Commission, responsable de la politique commerciale, à la veille de la réunion de Punta del Este, „il faudra l'ouvrir complètement.”

Services

Autre enjeu : les nouveaux thèmes que les

Etats-Unis proposent d'inclure depuis plusieurs années dans les compétences du GATT. Jusqu'à présent, l'Accord général réglemente exclusivement le commerce des marchandises. Les Américains, voudraient l'étendre au commerce des services, aux investissements et à la protection de la propriété intellectuelle.

Les services (banques, assurances, transports,...) représentent aujourd'hui près du quart du commerce mondial, un marché dans lequel les pays industrialisés, Etats-Unis en tête, se taillent la part du lion. Mais ce marché échappe à toute réglementation internationale et reste le plus souvent soumis aux protectionnismes nationaux, surtout dans les P.V.D. qui redoutent de devoir affronter brutalement la concurrence occidentale en ce domaine.

Les intérêts sont tout aussi divergents en matière d'investissements et de protection de la propriété intellectuelle, une question très vaste qui recouvre les brevets, la contrefaçon, la piraterie dans des domaines aussi divers que la mode ou les nouvelles technologies. Les Etats-Unis estiment avoir perdu 20 milliards de dollars en 1984 par manque de réglementation internationale en la matière.

Ces trois propositions américaines ont rapidement trouvé un écho favorable parmi leurs partenaires occidentaux, et en particulier au sein de la CE qui, elle aussi, est une grande exportatrice de services. La convergence économique n'empêche cependant pas une approche politique différente. Tandis que les Etats-Unis semblaient prêts à mettre en péril l'ensemble des négociations si ces nouveaux thèmes n'étaient pas acceptés par les P.V.D., la Communauté optait pour la

manière douce, tentant de convaincre les pays du Tiers Monde de l'intérêt de réglementer ces secteurs pour relancer l'économie mondiale, tout en admettant la nécessité de protéger les économies fragiles des PVD contre les effets pervers d'une libéralisation de ces secteurs.

Fair-play

A ces deux questions brûlantes, s'en ajoutent bien d'autres. La Communauté en particulier aborde le nouveau round avec ses exigences propres. Pour elle, le commercial seul ne peut résoudre tous les problèmes. Aussi revendique-t-elle que les grandes questions financières et monétaires mondiales soient abordées, comme l'endettement des pays du Tiers Monde ou les fluctuations monétaires qui handicapent les échanges commerciaux au même titre que les barrières douanières. Et, visant implicitement le Japon, la CE tient à ce que les partenaires aux négociations s'attachent à préserver un certain équilibre entre leurs droits et leurs devoirs. Un appel au fair-play pour que les Etats qui obtiennent des avantages, s'engagent en contrepartie à ouvrir davantage leurs frontières.

Enfin, les 92 parties contractantes avaient à se prononcer sur les demandes d'adhésion de l'URSS et de la Chine. Si l'admission de la Chine ne semblait pas poser de problème, il n'en va pas de même pour l'URSS dont le système économique n'est guère compatible avec les principes de l'Accord général. De plus, l'admission de l'URSS aurait signifié un risque de politisation des activités du GATT qui, jusqu'à présent, en a été épargné.

Les suites financières des élections européennes de 1984

Les élections européennes ne font plus les gros titres. Les précédentes ont eu lieu il y a deux ans et les élections à venir sont encore loin. Un arrêt de la Cour de justice, du 23 avril 1986, a toutefois rappelé ces élections à l'attention. Il fait suite à une demande d'annulation du groupe écologiste du Parlement européen. Ce groupe s'est en effet senti lésé par la répartition par le Parlement européen des fonds mis à la disposition des partis politiques qui participent aux élections européennes.

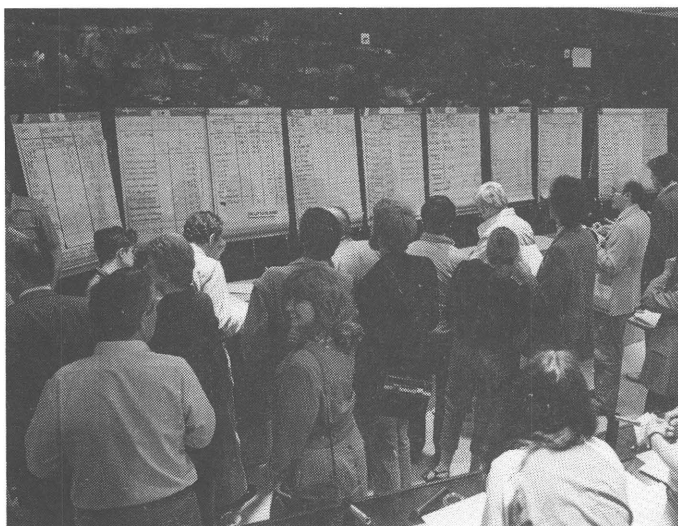
Pour les élections de 1984, le Parlement européen a accordé 43 millions d'Ecus aux groupes politiques. Comment cette „manne communautaire” a-t-elle été répartie ?

Le 12 octobre 1982, le bureau, qui est chargé de la gestion quotidienne du Parlement européen et est composé d'un président et de douze vice-présidents, s'est efforcé, sur proposition des présidents de groupe, de définir une clé de répartition objective.

Selon ce système, les ressources disponibles doivent être réparties chaque année entre les groupes politiques, les membres non inscrits (il s'agit de membres du Parlement européen qui sont souvent des représentants de petits partis nationaux et n'appartiennent pas à un groupe) et un fonds de réserve. Près d'un tiers de l'ensemble de ces ressources doit être versé à ce fonds de réserve qui est lui-même réparti entre les groupes politiques, sur la base du nombre de voix obtenues aux élections précédentes. Les deux autres tiers sont partagés entre les sept groupes politiques, sur la base d'un montant forfaitaire et d'une indemnité par membre. Chacun des membres non inscrits reçoit aussi une indemnité identique.

Uniquement pour la campagne

Le bureau a en outre défini la manière dont les



Résultats des élections européennes en 1984.

fonds distribués doivent être utilisés. En d'autres mots, les groupes politiques ne sont donc pas libres de faire ce que bon leur semble des ressources que leur accorde le Parlement européen. Ces dernières ne peuvent en effet être consacrées qu'à la préparation et à la réalisation d'une campagne d'information dans le cadre des élections européennes à venir.

Les frais d'administration, comme la location de locaux et les salaires de collaborateurs occasionnels, ne peuvent représenter au maximum que 25 % du montant total. L'acquisition de biens immobiliers et de mobiliers du bureau est interdite.

Pour qu'un certain contrôle soit possible, un compte séparé doit être ouvert et toute une série de dispositions comptables ont été prescrites. Enfin, les fonds qui n'ont pas été utilisés ou qui ont été consacrés à d'autres fins doivent être restitués. Selon une décision du 23 octobre 1983, les principes susmentionnés assortis de quelques compléments, devaient être respectés pour les élections de 1984.

La Cour est compétente

Avant d'examiner les griefs des Verts à l'encontre de cette réglementation, on doit se demander dans quelle mesure la Cour de justice est compétente et peut se prononcer sur la légalité de ces décisions parlementaires. L'article 173 du traité de la CE, qui définit le contrôle de la légalité par la Cour de justice, ne parle en effet que des actes du Conseil et de la Commission.

Cet article ne peut pas non plus être interprété de manière limitative. Lors de la rédaction du traité de la CE, la compétence du Parlement européen est en effet restée limitée à des pouvoirs de délibération et de contrôle politique. Aujourd'hui que le Parlement européen est habilité, pour certaines matières, à promulguer des actes qui ont des conséquences directes pour des tiers, il doit aussi être possible de demander à la Cour de justice l'annulation de ces actes.

Les Verts

La première objection des Verts à l'égard de la répartition élaborée par le Parlement européen fait

valoir que le traité de la CE n'offre aucune base juridique aux décisions de 1982 et 1983. Une réglementation qui prévoit le remboursement des coûts d'une campagne électorale fait en outre partie de ce que l'on considère dans l'acte du 20 septembre 1976, concernant l'élection de représentants à l'Assemblée par le truchement d'élections générales directes, comme une procédure électorale. Selon cet acte, jusqu'à ce qu'une procédure électorale uniforme soit mise en service, ce sont les législateurs nationaux et non le Parlement européen qui sont compétents. Les Verts trouvent enfin que les groupes politiques qui ont déjà participé aux élections précédentes sont avantagés. En effet, en plus du montant forfaitaire que reçoit chaque groupe, il a en outre droit à une part du fonds de réserve.

„Les anciens”

Le Parlement européen fait valoir que les ressources mises à la disposition des partis politiques ne doivent pas être considérées comme une participation aux coûts d'une campagne électorale mais plutôt comme une participation au financement d'une campagne d'information qui a pour objectif de faire connaître le Parlement européen aux électeurs. La participation du Parlement européen à une telle campagne découle de l'organisation interne du Parlement lui-même, un arrêt de la Cour de justice du 10 février 1983 ayant souligné la compétence en la matière du Parlement européen. Le problème de l'inégalité de la répartition trouve là aussi sa solution. Les groupes politiques qui ont déjà participé aux élections précédentes sont en effet plus importants, plus représentatifs, et mieux à même de dispenser des informations relatives au Parlement européen. Il est par conséquent équitable de leur attribuer une part plus importante lors de la distribution

Les ressources destinées au financement de cette campagne d'information.

Les dispositions nationales

Dans son arrêt du 23 avril 1986, la Cour de justice souligne l'importance de la qualification correcte de l'aide accordée. Le remboursement des coûts d'une campagne électorale ne relève en effet pas de l'organisation interne du Parlement européen, mais bien de la procédure électorale. Selon l'acte de 1976 concernant les élections européennes, les dispositions nationales restent en vigueur en matière de procédure électorale, aussi longtemps qu'aucune réglementation communautaire n'a été élaborée à ce sujet. Etant donné que les décisions de 1982 et 1983 n'établissent pas clairement que seuls les coûts d'une campagne d'information sont remboursés et étant donné que les groupes politiques peuvent déterminer librement le

contenu et la nature des informations à diffuser, on ne peut pas établir de distinction entre la réglementation contestée et un système de remboursement d'une campagne électorale. Comme par ailleurs, une procédure électorale unique n'a pas encore été élaborée, cette matière relève encore de la compétence des Etats membres. En d'autres mots, en promulguant les décisions de 1982 et 1983, le Parlement européen s'est attribué une compétence des Etats membres.

Partis européens

Il est tout à fait possible que cet arrêt soit bien reçu par l'opinion publique. Il peut paraître étrange qu'une somme de 43 millions d'Ecus appartenant à la Communauté européenne soit répartie au sein des groupes politiques qui repoussent systématiquement tout nouveau venu avec soin. Le résultat n'en est pas moins que les compétences déjà mo-

destes du Parlement européen sont une fois encore limitées, et qui plus est, dans un domaine qui le concerne particulièrement, à savoir celui du cofinancement des groupes politiques qui participent aux élections européennes.

Quelle est la raison de tout cela ?

Le financement d'une campagne électorale est d'abord l'affaire des partis européens et non des groupes politiques au sein du Parlement européen. Ces partis européens ne se sont guère efforcés au cours des années passées de se procurer les revenus nécessaires, en introduisant par exemple une carte de membre individuelle. Ils ont en outre à peine pris leur essor.

Selon l'arrêt, ils doivent à l'avenir s'adresser aux autorités nationales pour obtenir un quelconque soutien financier pour leur campagne électorale. L'indépendance et l'autonomie des partis européens ne doivent toutefois pas être compromises.

C'est pourquoi on peut se demander si un financement par les pouvoirs publics, selon le modèle néerlandais où l'indemnité accordée est calculée sur la base du résultat des dernières élections, ne constitue pas la formule voulue.

Une autre conséquence de cet arrêt devrait être qu'un intérêt beaucoup plus grand devrait être accordé, dans le budget européen, à l'action d'information par le truchement de „relais” objectifs — organisation ou institution. Lors de la dernière campagne électorale, ces groupes et „canaux” ont été négligés au bénéfice de l'information „colorée” par l'intermédiaire des groupes politiques.

Puisse enfin cet arrêt inciter le Parlement européen à élaborer dès que possible un projet de procédure électorale uniforme.

Kris Vangrieken,
Collaborateur du groupe d'études de la politique européenne

Industrie : la Wallonie s'intéresse aux pays ACP

Intensifier la coopération entre les entreprises wallonnes et celles des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (les 66 pays ACP membres de la Convention de Lomé), tel est l'objectif de l'accord signé le 17 juin dernier entre l'Exécutif de la Région wallonne et le Centre ACP/CEE de Développement industriel (CDI). L'accent sera surtout mis sur le transfert de technologies nouvelles vers ces pays en développement.

La Région wallonne, a déclaré son Ministre-président, M. Melchior Wathelet, soutiendra des actions concrètes, comme le cofinancement d'études de faisabilité, la mise en œuvre de projets pilotes, l'aide aux productions nouvelles (assistance au démarrage, à la formation, gestion, etc) et l'assistance à la réhabilitation d'entreprises ACP existantes. Les coûts en devises de chacune de ces

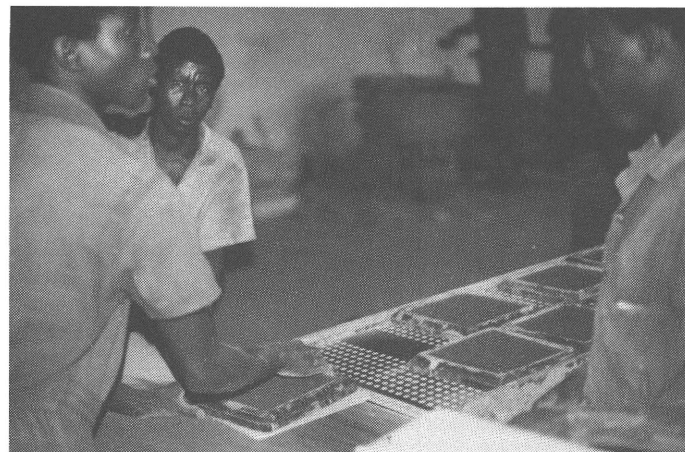
interventions seront répartis à part égale entre l'Exécutif wallon (qui y consacrera un budget annuel de 5 millions de FB), le CDI et l'entreprise wallonne concernée.

M. Wathelet a cité plusieurs technologies nouvelles ou appropriées, développées par des entre-

prises wallonnes, qui devraient intéresser les pays ACP : les procédés de construction utilisant des matériaux locaux stabilisés, les procédés de carbonisation du bois et de production d'énergie à partir de végétaux, les équipements d'adduction d'eau et de pompage par la mécani-

que des fluides, la distillation d'eau par énergie solaire, la biotechnologie, le génie génétique, l'amélioration des semences, enfin, l'application des vaccins pour améliorer le cheptel. Un réseau d'information et l'identification des entreprises intéressées seront assurés par l'Exécutif wallon.

Déjà, une technologie wallonne — la fabrication de dalles à base de ciment — a été implantée dans 20 pays ACP avec le concours du CDI. Selon le directeur du centre, le Dr. Akinrele, les industriels et bureaux d'étude belges ont „une participation active, sinon dominante” dans les projets financés par le CDI. Ainsi, en 1985, ils ont réalisé 22 études de faisabilité, assisté au démarrage de 11 nouveaux projets industriels, conduit 5 études de diagnostic (pour la réhabilitation d'usines) et 4 stages de formation.



Un procédé artisanal de fabrication de carreaux et ciment vendu dans 20 pays ACP par la société belge „Euro-brevets”. Ici, au Burundi.

Le commerce Belgique - Afrique du Sud

Les Douze ont adopté, le 16 septembre, des sanctions limitées envers l'Afrique du Sud. Les importations de fer et d'acier (moins de 6 % des exportations sud-africaines vers la CE en 1985) sont soumises à un embargo, sauf si elles proviennent de Namibie. Pour les achats de pièces d'or (les kruggerands) et les nouveaux investissements dans le pays de l'apartheid, les ministres des Affaires étrangères ne se sont mis d'accord que sur le principe d'une interdiction. Les discussions devront en effet être poursuivies pour déterminer si ces deux mesures doivent être appliquées au niveau communautaire, sous la surveillance de la Commission (option défendue par la Belgique), ou indépendamment par chaque pays. En raison de l'opposition de la RFA et du Portugal (dont 600.000 ressortissants habitent en Afrique du Sud), le charbon n'a donc pas été retenu dans les produits soumis à embargo. Ceux-ci ont représenté en 1985 un commerce de 22 milliards de FB, alors que les importations de charbon sud-africain dans la CE ont compté pour 56 milliards de FB. Quelles seront les conséquences de l'embargo pour la Belgique ? Quels sont les liens de la Belgique avec l'Afrique du Sud ?

En 1985, les importations belges en provenance de l'Afrique du Sud représentaient 20,684 milliards de FB contre 16,869 milliards en 1984. Les principaux produits, en valeur, étaient en 1985 le charbon (6,1 milliards de francs), et les produits manufacturés (8,8 milliards) dont les non-ferreux (3,8 milliards).

Les matières premières brutes non agricoles (à l'exception de l'énergie) représentaient 3,56 milliards de francs, et les fruits et légumes 1,075 milliards, soit un peu moins que les années précédentes.

Importations en provenance d'Afrique du Sud (en milliards de francs)

	1984		1985	
	Tonnes	Valeur	Tonnes	Valeur
TOTAL :	2.156.225	16,869	2.492.257	20,684
Matières premières brutes non-agricoles (à l'exclusion de l'énergie)	174.428	2,587	308.165	3,562
Charbon	1.862.227	5,251	2.049.570	6,116
Produits manufacturés	70.125	6,569	71.861	8,843
dont fer et acier	29.221	0,565	27.306	0,577
non-ferreux	37.283	3,595	39.444	3,881

Exportations de Belgique vers l'Afrique du Sud (en milliards de francs)

	1984		1985	
	Tonnes	Valeur	Tonnes	Valeur
TOTAL :	151.780	14,327	128.830	10,815
Produits chimiques	47.306	3,167	37.768	2,321
dont produits chimiques organiques	28.537	1,385	8.429	0,728
Produits manufacturés (textile, produits métalliques, etc)	41.324	2,872	20.697	1,476
Matériel de transport	14.415	4,775	9.292	3,432
dont machines spécialisées pour mines	7.847	2,030	5.119	1,217

Diamant

Une bonne partie des importations belges de diamants transite par Londres ou le Zaïre. Plus de la moitié des diamants importés consistent en diamants

bruts. 77 % des diamants bruts importés pendant le premier semestre de 1985 avaient transité par Londres et le Zaïre (75 % de la valeur).

La moitié des diamants taillés sont exportés aux

Etats-Unis et, pour le reste, vers le Japon, Hong-Kong, la Suisse et Israël. La plus grosse quantité de diamant brut exporté est destinée à l'Inde mais, en valeur, la Grande-Bretagne est notre principal acheteur de diamants d'ornement.

Importations et exportations belges de diamants (1ers sem. 85-84)

Importations	1985		1984	
	Carats	Francs belges	Carats	Francs belges
TOTAL		96,154		98,045
Taillé	1 436 906	38,085	1 325 353	34,120
Brut	19 605 899	54,583	19 924 534	60,720
Industriel brut	9 530 881	2,599	8 758 807	2,579

Exportations	1985		1984	
	Carats	Francs belges	Carats	Francs belges
TOTAL		98,829		94,707
Taillé	1 776 354	50,435	1 663 409	45,282
Brut	20 424 389	45,718	18 133 771	46,746
Industriel brut	5 071 874	2,376	5 718 451	2,378

Belgique

Bien qu'elle soit un petit pays, la Belgique est le neuvième partenaire commercial de la République sud-africaine. L'ensemble des échanges commerciaux entre les deux pays atteignait une valeur de 30 milliards de francs en 1984

avec un déficit commercial d'environ 1,5 milliard pour la Belgique. En 1984, les importations belges de matières premières en provenance d'Afrique du Sud atteignaient 4 milliards (soit autant que les importations de la France et trois fois plus que celles des Pays-Bas). 60 % de nos exportations vers l'Afrique du Sud sont des machines et des

produits chimiques. Les investissements belges en Afrique du Sud sont assez limités. Douze entreprises belges seulement y sont installées sur un total de 4451 firmes étrangères. En revanche, les banques belges prêtent beaucoup à l'Afrique du Sud qui leur est redevable d'une dette de 21 milliards de francs en 1986.

Aide d'urgence : une intervention au Sud-Yémen

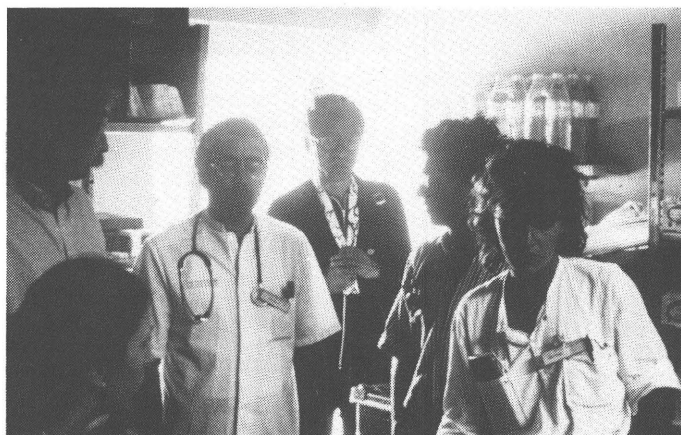
Souvenez-vous, nous étions en janvier. Dans le flot des informations quotidiennes, un nom était apparu, un peu comme un intrus.

Les autorités yéménites annonçaient l'échec d'une tentative de coup d'état ainsi que l'exécution des comploteurs. Seulement voilà, trois jours plus tard, les comploteurs étaient toujours vivants et complotaient si bien qu'on annonçait l'évacuation de tous les coopérateurs : Aden, la capitale, était à feu et à sang.

Des volontaires

Sous l'œil incrédule de Moscou, deux factions pro-soviétiques vont alors se livrer à une lutte sans merci dont l'opposition sortira vainqueur... pour lancer, enfin, un appel à l'aide internationale. Car, souveraineté nationale oblige, rien ne peut se faire sans l'aval des autorités locales. A peine cet appel lancé, la Commission débloque, par l'entremise de ses "Aides d'urgence", 450 000 Ecus (25 millions de FB) pour permettre à une équipe de "Médecins sans Frontières-Belgique" de décoller pour Aden. Entre l'appel yéménite et l'atterrissage de l'avion de M.S.F., un délai de 24 heures, à peine, s'est écoulé. Comme le pays est fermé, c'est de Djibouti que la mission a été préparée. L'équipe, qui s'embarque pour Aden, est européenne : parmi les deux médecins internes, les deux chirurgiens, les deux anesthésistes, les trois infirmières et les deux logisticiens, on compte un Allemand, un Français et une Espagnole "prêtés" par les alter-egos européens de M.S.F.-B. Pour être complet, précisons encore la présence dans l'avion de deux jeeps, un groupe électrogène, un hôpital démontable, des panneaux solaires, 25 tonnes de médicaments et de l'eau potable permettant à l'équipe de tenir trois semaines.

Dans celle-ci, un anesthésiste belge : Marc Mattys. Au fait, comment s'organise un médecin sans frontières ?



„Médecins sans Frontières" au Sud-Yémen.

„Mon employeur accepte le fait que je suis membre de M.S.F.-B., donc que je suis susceptible de partir du jour au lendemain. Evidemment, il faut que nous nous arrangions avec nos collègues."

Vous êtes rémunérés ?

„Non, mais au-delà de six mois de mission, M.S.F.-B. prend en charge notre loyer, nos impôts et nos charges sociales en Belgique. De toute façon, le temps que nous consacrons à M.S.F., nous le prenons sur nos congés, avec ou sans solde."

Guerre civile

Quelle était la situation militaire à votre arrivée ?

„Le soir de notre arrivée on tirait encore sporadiquement dans la capitale. Mais, à Aden, les combats ont cessé dès le lendemain. Le calme est d'ailleurs revenu rapidement dans les régions que nous avons parcourues : moins de barrages, moins de contrôles et de moins en moins de gens se baladant avec une Kalachnikov sous le bras."

Et sanitaire ?

„Avant tout, il faut préciser que le Yémen du sud est un pays pauvre, certes, mais pas sous-développé. Vingt ans d'aide soviétique, chinoise et cubaine leur ont permis d'élaborer une structure sanitaire acceptable. Il n'y a pas de comparaison possible avec la plupart des pays d'Afrique, par

exemple. Malheureusement, les coopérateurs ont fui le pays en profitant de la trêve du troisième jour. Quant aux médecins yéménites, ils se sont réfugiés dans leurs villages d'origine, comme l'ont fait l'ensemble des citoyens car la situation était catastrophique pendant les premiers jours de la guerre. Mais les Yéménites se sont vite ressaisis pour prendre les mesures indispensables en pareil cas : enterrer les morts et rétablir les canalisations d'eau."

On a parlé de dix à douze mille morts ?

„D'après un médecin de la Croix-Rouge Internationale rencontré sur place, il faut compter de cinq à sept mille morts tout au plus, mais ce ne sont que des estimations. Une chose est sûre, les combats ont été d'une violence et d'une cruauté exceptionnelles."

Abyan

Cela dit, ce n'est pas la population d'Aden qui profita des soins prodigués par ces médecins européens, mais celle d'Abyan, capitale du gouvernorat du même nom, considéré comme le verger du Yémen. Chaque gouvernorat comprend un hôpital central dont dépendent les dispensaires ou autres centres médicaux de campagne. Et c'est précisément cet hôpital central, que les chinois avaient „laissé aux chats", que cette équipe était chargée de remettre en route. Non sans que cela nécessite

une petite période d'adaptation : „Médicalement, compte-tenu des moyens, il n'y avait rien à redire. Mais il semble que les coopérateurs chinois vivaient en vase clos et avaient un minimum de contacts avec les autochtones. Ce qui fait que pendant deux à trois jours, il a fallu un petit peu bousculer le personnel yéménite qui avait perdu l'habitude de prendre des initiatives et de travailler „avec" les médecins."

Quelles langues utilisiez-vous ?

„Un peu d'anglais et beaucoup d'espagnol. Nombreux sont les cadres yéménites à avoir été formés à Cuba. Heureusement, une de nos infirmières était espagnole."

Vous êtes toujours sur place ?

„Oui, nous remplaçons la moitié de l'équipe tous les quinze jours. En principe, sauf rebondissement, nous n'y resterons pas plus de trois mois. De toute façon, lorsque nous nous en irons, nous laisserons sur place l'ensemble du matériel de l'unité d'intervention, comme nous le faisons à chaque fois."

En règle générale, vous êtes assez nombreux ?

„Non, nous manquons de médecins qui peuvent partir du jour au lendemain. En ce qui concerne ceux qui occupent des centres permanents (Tchad, par exemple), la situation est correcte, sans plus."

Vous devez avoir une formation particulière ?

„En principe, il faut avoir suivi les cours de médecine tropicale à Anvers, pendant six mois au moins."

C'est une vocation ?

„Appelez cela comme vous voulez; il y a un mélange de rêves d'adolescents, de goûts d'aventure et surtout une conscience de l'immensité et de l'urgence de la tâche qui nous attend."

„La CE n'a pas une vraie politique de l'emploi”

Pour la première fois depuis sa nomination comme vice-président de la Commission Européenne, chargé des affaires sociales, de l'emploi, de l'éducation et de la formation, M. Manuel Marin Gonzalez s'est adressé, le 4 septembre dernier, à un auditoire de journalistes européens. Le Commissaire espagnol a d'abord tenu à souligner la signification profondément politique de l'entrée de son pays dans la communauté : „Au temps du général Franco, les Espagnols assimilaient totalement l'Europe avec les idéaux de liberté et de démocratie. Les Cortes furent d'ailleurs la seule assemblée à se prononcer unanimement sur le traité d'adhésion. (...) En pénétrant le club européen, nous avons rompu notre isolement séculaire (...) Avant de frapper à la porte des Dix, notre gouvernement a voulu renforcer les fondements de notre jeune démocratie. La tenue d'élections libres, l'alternance au pouvoir et le réfé-

rendum sur l'Otan ont montré que nous étions digne de figurer dans le cercle européen.”

Selon M. Marin, l'Espagne se trouve à présent à la croisée des chemins : „nous sommes seulement en train de réaliser les ajustements que les Européens ont effectués voici plusieurs années dans les secteurs en crise comme la sidérurgie, la construction automobile ou les chantiers navals. C'est à ce prix que les Espagnols seront capables de profiter de l'ouverture du Grand Marché.”

Le Commissaire Marin en vint rapidement à l'essentiel de ses préoccupations : le chômage. „L'Europe, à vrai dire, n'a pas une véritable politique de l'emploi. Je suis personnellement convaincu que le chômage de longue durée doit trouver sa solution à l'échelle européenne. Il faut consacrer une partie des bénéfices de la croissance à la création de nouveaux emplois. (...) Hélas,

notre rayon d'action est très limité. J'ai trouvé, par exemple, un Fonds Social virtuellement en état de faillite, dont je vais tenter de réduire le déficit de moitié en l'espace de trois ans.”

Priorité à la formation

Puisqu'une réelle politique de l'emploi fait défaut à la CE, il faut, dit le Vice-Président, pallier cette carence : „La concertation sociale au niveau européen est une nécessité impérieuse dans un marché intérieur libéré des entraves douanières où la concurrence sera faussée par les disparités sociales. (...) En réunissant les partenaires sociaux de l'Europe, nous ne visons pas la conclusion d'une convention collective mais bien l'adoption de certaines règles de conduites destinées à relancer l'emploi. Nous voulons faire de la formation professionnelle, la pierre angulaire des futures discus-

sions entre patrons, classes moyennes et syndicats européens. Au même titre que le travail et le capital, la formation doit devenir un facteur de production à part entière. Les partenaires sociaux devront également s'entendre sur une répartition de l'emploi disponible. Un objectif bien plus réaliste que le retour improbable au plein emploi. En outre, la concertation au niveau européen devrait permettre d'éviter la répétition de conflits analogues à celui qui a suivi la fermeture de la filiale Michelin en Belgique.”

M. Marin a évoqué une autre initiative intéressante dont il est le promoteur, „la gestion prévisionnelle de l'emploi” : „nous proposons d'alléger la TVA pour les entreprises européennes qui présenteront des plans en matière d'emploi. Cette formule de récompense devrait favoriser l'embauche. Nous entamerons bientôt l'expérience dans deux villes de chaque pays membre.”

La Maison de l'Europe „Ryckvelde” vient de fêter, le 13 septembre, son trentième anniversaire. Pendant trente ans, jour après jour, quelques européens convaincus ont discuté de l'Europe avec des jeunes.

Le centre „Ryckvelde” organise en effet des journées de formation pour des jeunes qui, en liaison avec l'école, peuvent acquérir ici une connaissance intensive de l'Europe. Le ministre de l'Enseignement reconnaît d'ailleurs ces excursions comme des jours scolaires et, en moyenne, viennent chaque année entre 80 et 100 écoles en visite à la Maison de l'Europe.

Lors de la célébration de cet anniversaire, le Ministre Coens, qui préside aussi le conseil d'administration de la Maison de l'Europe, a rendu hommage à l'importance de la mission de cet unique centre européen en Belgique. Et le ministre belge des Relations extérieures, Léo Tindemans, a

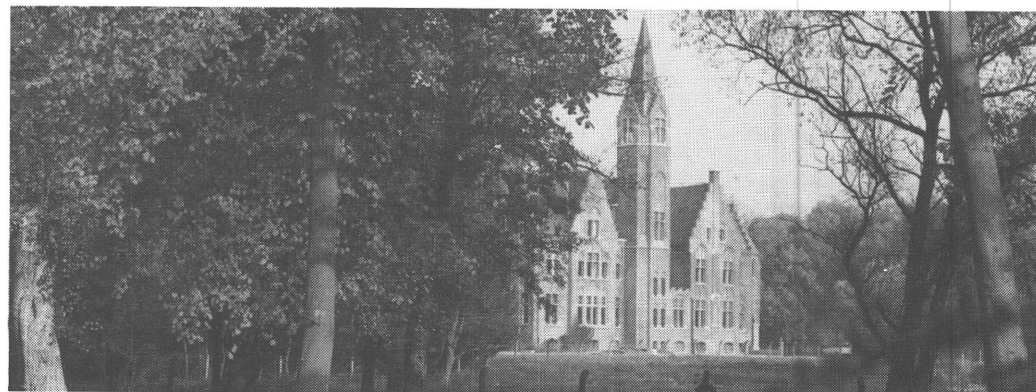
Le centre „Ryckvelde” a 30 ans

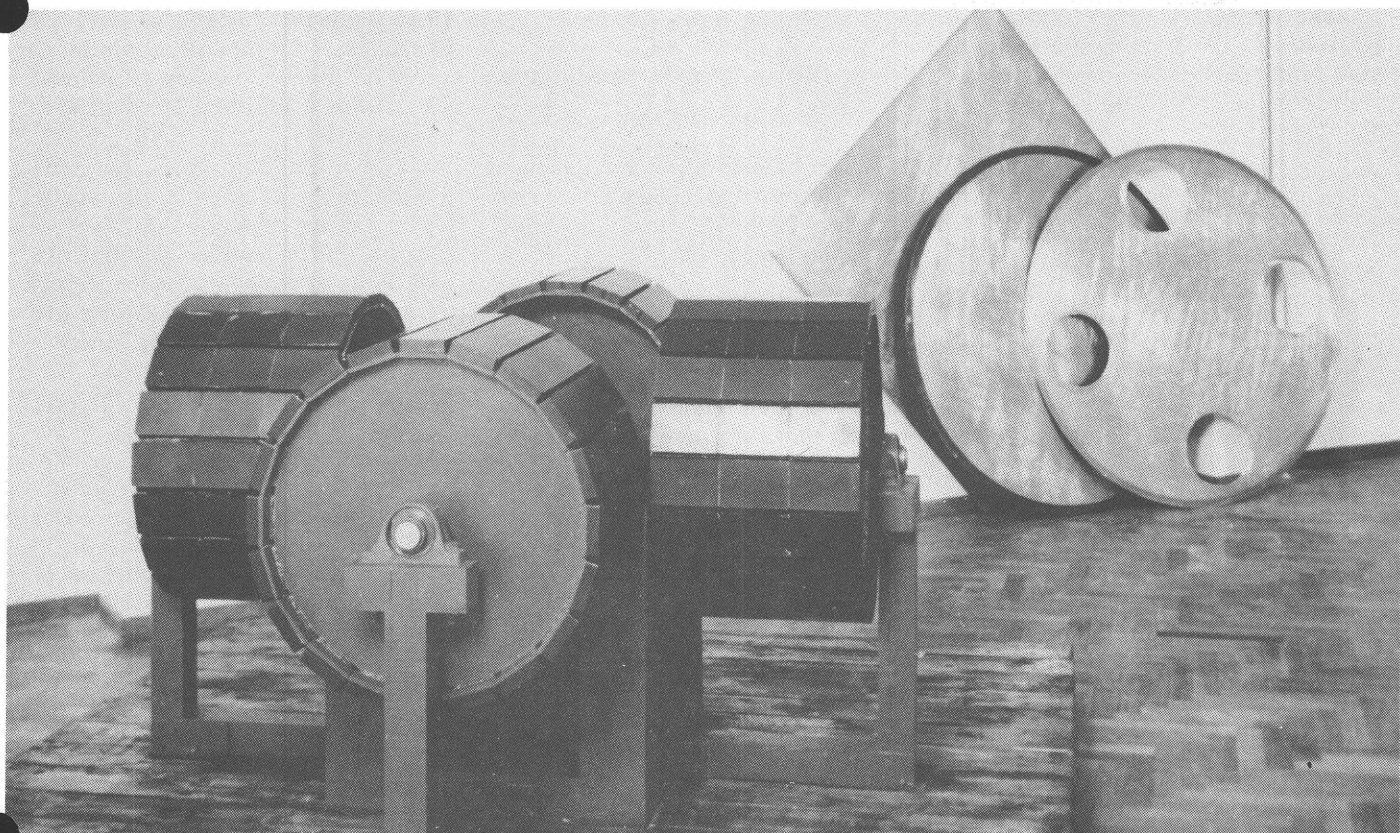
souligné encore une fois, à cette occasion, l'urgence de se diriger vers une „Europe des citoyens”. Comme de nombreuses autres personnalités, il a tenu à rendre hommage au travail du trio, Karel Verleyen, Hugo Gerard et Josef Vermeeren, qui ont mené à bien cette tâche pour l'Europe. C'est Karel Verleyen, un des fondateurs du Collège européen à Brugge, qui avait conçu

l'idée de créer, après ce centre pour les universitaires européens, une maison de formation ouverte à tous. En comptant sur leurs propres ressources et leurs amis, avec l'appui de la gauche comme de la droite, ces trois hommes ont réussi à développer de nombreuses activités. Les écoles et autres groupes qui s'intéressent à un programme de formation européen, peuvent donc

s'adresser à cette Maison de l'Europe qui, pour cette année, a préparé un nouvel éventail de programmes adaptables selon les demandes. En dehors des écoles, ce centre accueille également des groupes de 25 personnes venant de l'étranger.

Renseignements : Centre Ryckvelde, Ryckvelde 6-10, B-8340 Damme-Sijsele (tél. : 050/35.27.20).





Panamarenko fera partie avec „De Grote Plumbiet” d'une exposition à Florence de 11 sculpteurs européens, sélectionnés par EUROPALIA

Panamarenko sans avion à Florence

Le sculpteur flamand Panamarenko n'ira pas à Florence avec un avion, mais avec „De Grote Plumbiet”.

Il figure parmi les 11 artistes-sculpteurs européens sélectionnés par EUROPALIA pour une exposition dans l'ancien orphelinat „Ospedale degli Innocenti”, du 16 novembre

1986 au 11 janvier 1987, à Florence.

Florence a été nommée, après Athènes, „Ville de la Culture de la Communauté européenne”. L'exposition „11 artistes Européens” est la contribution officielle de la CE aux manifestations organisées à cette occa-

sion. L'exposition a reçu également l'appui financier de IBM-Europe.

L'année dernière, 11 peintres avaient été sélectionnés à Athènes. La CE a l'intention de poursuivre cette initiative au cours des prochaines années, pendant lesquelles 132 artistes européens seront exposés.

Les 11 sculpteurs européens (un par Etat membre, à l'exception du pays d'accueil) ont ainsi l'opportunité de présenter leur travail dans un ensemble cohérent. Après 12 ans, ces expositions (et les catalogues) devraient offrir un panorama de l'art actuel en Europe.

Développement régional : 1,5 milliard de FB pour la Belgique

Le Fonds européen de Développement régional (FEDER) vient d'approuver le financement d'une série de projets en Flandre et en Wallonie.

Six centres d'entreprises et de services, en train d'être mis sur pied par la „Société de développement régional du Limburg”, vont recevoir une aide de 10,6 millions de FB pour assurer leur phase de démarrage. Ces centres, qui apporteront une série de services aux jeunes entre-

preneurs, seront situés à Hasselt, Genk, Overpelt, Tongeren, Beringen et Maasmechelen.

Pour les provinces de Liège, du Hainaut et du Luxembourg, le FEDER va financer, à hauteur de 33 millions d'Ecus (1,48 milliard de FB), un programme spécial de 69 mio d'Ecus en faveur de zones affectées par la restructuration de l'industrie sidérurgique. Ce programme couvre la période 1985-89. La répartition des

fonds apportés par la CE est la suivante :

- Hainaut : 152 mio de FB pour l'opération Charleroi-Reconversion, dite 3 E (Entreprise, Emplois, Ensemble);
- Luxembourg : 77 mio FB pour le „Centre de développement de projets”;
- Liège : 179 mio FB pour l'implantation de petites entreprises utilisant de nouvelles technologies et pour la valorisation des entreprises existantes, notamment par

le transfert de technologie.

Le reste de l'enveloppe sera consacré à des actions communes dans les trois provinces : innovation technologique (poursuite du programme précédent 1981-85) pour 315 mio FB; rénovation de logements sociaux (209 mio); assainissement d'anciens sites industriels (150 mio) et aides aux investissements dans les PME (800 mio).

25 août

Bruxelles — La Commission impose des droits de douane provisoires à l'encontre des photocopieuses japonaises.

27 août

Bruxelles — La Commission octroie une aide d'urgence de 150.000 écus pour les victimes du lac de Nyos, au Cameroun.

1er septembre

Bruxelles — Le commissaire De Clercq (commerce extérieur) rencontre l'ambassadeur soviétique en poste à Bruxelles qui lui fait part de la volonté de l'URSS de participer au Gatt, l'accord multilatéral qui définit les relations commerciales mondiales. La CE, a répondu De Clercq à son interlocuteur, prendra position en la matière, quand la requête aura été formellement présentée par l'Union Soviétique.

2 septembre

Iraklion (Grèce) — Signature du contrat du premier programme intégré méditerranéen (PIM), dont le bénéficiaire est l'île grecque de Crète, en présence du commissaire Varfis. Les PIM sont des programmes destinés aux régions méditerranéennes de Grèce, Italie et France pour les aider faire face à l'élargissement de la Communauté.

Bruxelles — Le comité vétérinaire de la CE décide d'interdire, pour une durée indéterminée, les exportations

AIDE- MEMOIRE

de viande bovine et porcine italienne vers les autres pays de la CE, à cause d'une épidémie de fièvre aphteuse qui frappe le nord du pays.

4 septembre

Bruxelles — La Commission propose que les préférences tarifaires dont bénéficient les pays tiers méditerranéens soient étendues aux territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, en Israël.

6 septembre

Bruxelles — La Commission estime qu'il y aura un trou budgétaire supplémentaire de 776 millions d'Ecus en 1986 et propose des mesures pour y remédier.

6-7 septembre

Brocket Hall (GB) — Réunis informellement, les ministres des Affaires étrangères des „Douze” reconnaissent la nécessité de sanctions vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

8 septembre

Bruxelles — Au terme de 20 heures de débats, les ministres des „Douze” adoptent en première lecture le budget communautaire pour 1987.

10 septembre

Strasbourg — Le Parlement Européen, réuni en session plénière, critique vivement le projet de budget 1987 défini par les „Douze”.

15-16 septembre

Bruxelles — Coopération politique : après de longues heures de débats, les „Douze” adoptent des sanctions limitées vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Les importations de fer, d'acier, de pièces d'or, sont interdites en Europe, ainsi que les investissements européens en Afrique du Sud. Pour ce qui concerne les importations de charbon, un accord entre les ministres des Affaires étrangères, n'a pas été possible.

Bruxelles — Conseil affaires étrangères. Les „Douze” n'ont pas pris de décision sur le dossier „pays tiers méditerranéens” et le „conflit agrumes” mieux connu comme „la guerre des spaghettis” CE-USA ! L'accord du 10 août entre De Clercq et Yeutter sur ce dernier point n'est pas remis en question, mais l'Italie, la Grèce et l'Espagne n'ont pas enlevé leur réserve.

Bruxelles — Conseil agriculture. Les ministres ont accepté de dévaluer la livre irlandaise „verte” (6 % pour les produits animaux, 3 % pour les végétaux), mais n'ont pas encore défini d'accord visant à étendre les catégories des bénéficiaires du „beurre social”.

Punta del Este (Uruguay) — Ouverture de la réunion ministérielle préparatoire du Gatt, avec la participation du commissaire De Clercq.

16 septembre

Bruxelles — Première réunion du Conseil d'association CE-Turquie depuis le coup d'état militaire de 1980.

La CE se noie dans le lait

La Commission soumet au Conseil une série de mesures urgentes dans le secteur laitier.

Malgré l'instauration du régime des quotas laitiers en 1984, la production de lait est restée structurellement excédentaire : 8 millions de tonnes en 1985 (12 millions si l'on exclut les ventes spéciales de beurre). A ce déséquilibre dû notamment au fait que les quotas sont déjà en eux-mêmes supérieurs à la consommation dans la CE, s'ajoute le dépassement des quotas observé dans la deuxième moitié de la campagne 85/86. Pour la pé-

riode d'avril à juin 86, la production a dépassé de 0,9 %, le niveau des quotas attribués.

Ce dépassement est dû au fait que les coûts de production sont en moyenne — et en termes réels — nettement inférieurs à l'évolution du prix du lait, mais aussi à l'affaiblissement de l'effet dissuasif du prélèvement supplémentaire. Les producteurs ont en effet trouvé une parade par un système de compensation des quotas entre les régions d'un pays.

Convertis en beurre et en lait en poudre, les excédents ne connaissent évidemment pas un meilleur sort pour autant : bien au contraire, les bilans d'approvisionnement montrent clairement une sta-

gnation de la consommation. Et à peine 10 % de la production excédentaire trouve un débouché normal sur le marché contre 90 % de ventes subventionnées. Malgré cela, les stocks ne cessent d'augmenter : 1,5 millions de tonnes de beurre et plus qu'un million pour le lait en poudre.

Face à ce maelström blanc qui risque d'engloutir corps et biens, la Communauté toute entière, la Commission avait déjà lancé depuis octobre 85 un programme d'écoulement des vieux stocks. Mais ce type de mesures ne saurait être qu'un palliatif, et même largement insuffisant, si un régime beaucoup plus strict et rigoureux en matière d'intervention permanente et de contrôle

de la production n'est pas mis en place dans les meilleurs délais. A cette fin, la Commission propose qu'on lui donne la possibilité de suspendre temporairement les achats de beurre et de lait en poudre à l'intervention dans des circonstances exceptionnelles. Pour le lait en poudre, elle propose en outre de limiter les achats à la période du 1 avril au 30 septembre. Pour mieux maîtriser la production enfin, la Commission demande au Conseil d'abroger la compensation inter-régionale et au Comité de gestion de supprimer les dispositions relatives à l'augmentation de la teneur en matière grasse.

La voie lactée est tracée : il ne reste qu'à la parcourir jusqu'au bout ...

Le budget 1987 a entamé son chemin de croix

Le Conseil a arrêté l'avant-projet du budget pour 1987 : la Commission n'est pas d'accord, le Parlement, encore moins.

On prend les mêmes et on recommence. Les ressources propres sont insuffisantes : la Commission tout en en tenant compte essaye de sauver ce qui peut être sauvé; le Conseil coupe tout ce qui n'est pas agricole; l'Assemblée de Strasbourg, toutes tendances et toutes nationalités confondues, proteste et élève la voix. Personne n'y trouve son compte, même au sein du Conseil où les avis étaient encore plus partagés que d'habitude avec un compromis final atteint avec beaucoup de peine et encore plus de réserves.

Tirailé entre les pays du Nord de la CE, qui voulaient faire preuve de rigueur financière et laisser une marge suffisante pour le financement de la politi-

que agricole, et les pays méditerranéens plus l'Irlande, attachés aux politiques structurelles et aux subventions régionales et sociales, le Conseil s'est imposé de respecter la discipline budgétaire qui veut que la croissance des dépenses agricoles ne dépasse pas celle des ressources de la Communauté. Mais — et c'est là que le bât blesse — il a diminué les autres dépenses d'une façon encore plus draconienne; ce que la Commission, par la bouche de son Vice-président Mr. Christophersen, a qualifié d'inacceptable, du moins pour certains secteurs, tels la recherche ou l'aide au développement. Le Conseil a réduit fortement les propositions de la Commission afin de maintenir factice-ment une marge jusqu'au plafond de 1,4 % de la TVA — a ajouté Mr. Christophersen — mais la Commission entend examiner de plus près les consé-

quences de ces réductions et se réserve le droit d'y revenir. A signaler enfin que le chèque pour la Grande-Bretagne en 1987 sera beaucoup plus grand que prévu, à savoir 2 milliards d'ECUs, montant qui ne peut probablement pas être financé en 1987 et dont une partie devra être transférée à l'année 1988, ce qui constitue une preuve de plus que la Communauté n'arrive plus à satisfaire à toutes ses obligations. Pour conclure, la Commission a constaté que les revenus des ressources propres en 1986 ont été inférieurs aux prévisions, avec un déficit de 776 millions d'ECUs.

L'avenir sacrifié

Face à ce tableau décimement plutôt sombre, les parlementaires européens ont réagi — une fois n'est pas coutume — unanimement. C'est le plafond de la

TVA communautaire qui fait du budget 1987, un budget impossible. Pas d'argent pour développer les politiques existantes, moins encore pour en créer de nouvelles : il est donc fatal que ce projet de budget sacrifie l'avenir, mais ce qui est plus grave, il exprime, ainsi que tous les documents du Conseil, la „non volonté” de sortir de la crise budgétaire. Quant aux réductions espérées, elles font partie du petit jeu du Conseil qui consiste à prédéterminer l'utilisation de sa marge de manœuvre par le Parlement européen. Mais surtout, ce budget est un budget de recettes et non pas de dépenses : une Europe sans but.

Plus que jamais, le vieux dicton latin „Homo sin pecunia, quasi imago mortis” (l'homme sans argent est presque l'image de la mort) pourrait s'appliquer à une Communauté qui se refuse les moyens pour vivre.

Un million d'ECUs pour le financement de sept projets destinés à améliorer la protection et la qualité des programmes et des données pour ordinateurs.

Dans notre société, de plus en plus „informatisée”, les pannes d'ordinateurs ainsi que les fraudes ou les erreurs humaines sont de plus en plus à l'ordre du jour. D'autant plus qu'elles se traduisent parfois par un prix exorbitant, autant sur le plan économique que sur le plan social. Il suffit de penser qu'un banal accident peut paralyser des services tels que l'impression de journaux, les banques, les réservations d'avions, les feux de signalisation pour automobilistes etc. Chaque jour, la presse nous relate ainsi sur un ton souvent amusé les conséquences tragi-comiques de telle ou de telle autre panne d'ordinateur ou bien nous révèle avec force détails et avec un petit air de complicité admirative une nouvelle escroquerie parti-

La jungle informatisée



culièrement ingénieuse exercée aux dépens de quelque système électronique. Au fond, nous tous, nous sommes d'une certaine façon secrètement ravis et nous nous sentons „vengés” à l'idée qu'un de nos semblables armé de sa seule intelligence „naturelle” ait piégé ce monstre qu'on appelle „cerveau artificiel”.

Hélas, on ne réfléchit jamais assez au fait que derrière ce „monstre”, derrière cette machine, il y a toujours des hommes, et que ce sont eux les vrais piégés, les vraies victimes, di-

rectes ou indirectes, de cette sorte d'accident.

Projets

La Commission a donc voulu étudier de plus près ce nouveau problème qui s'avère de plus en plus inquiétant. Elle a fait réaliser une étude, intitulée „la vulnérabilité de la société informatisée”, où sont examinés 115 cas d'accidents ou de fraudes d'ordinateurs dans six pays de la Communauté. Sur la base des résultats de cette enquête, la Commission vient de lancer sept projets pour améliorer la protection et la qualité des programmes et des données pour ordinateurs, projets qui bénéficieront d'un million d'ECUs de la part du budget de la Communauté, c'est-à-dire la moitié du financement global.

L'objectif général de cette initiative est celui d'améliorer la confidentialité et la sécurité dans l'utilisation

des nouvelles technologies de l'information : une protection du citoyen européen mise à disposition essentiellement du public non-spécialisé et qui s'articule dans une série de programmes spécifiques visant respectivement la protection des données pour l'utilisateur européen, la sécurité du réseau, l'intégrité du logiciel (surtout pour la prévention d'utilisations abusives) la sécurité des systèmes des technologies d'information de taille petite ou moyenne (les mini- et micro-ordinateurs), la vulnérabilité de la société informatisée et, pour conclure, la sensibilisation des utilisateurs qui doivent être mis en condition de se rendre compte des dangers potentiels et de pouvoir réclamer une législation adéquate en matière de protection de données. C'est en protégeant la machine qu'on protégera mieux les humains.

Un ordinateur averti en vaut deux.

Publications

Les publications suivantes sont disponibles auprès du Bureau de Presse et d'Information de la Commission, rue Archimède 73, 1040 Bruxelles ou à l'adresse indiquée :

- L'opinion publique dans la Communauté européenne au printemps 1986 (EUROBAROMETRE n° 25, juin 1986).
- Mauritanie (Le Courrier ACP-CE, n° 98, juillet-août 1986).
- Devenir citoyen d'Europe — Les travailleurs espagnols et portugais dans la Communauté européenne (1986, Division „Information syndicale et sociale” de la DG „Information, Communication, Culture”, CE).

EN VENTE

Au Moniteur belge, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles; à la Librairie européenne, rue de la Loi 244, 1040 Bruxelles; au CREDOC, rue de la Montagne 34/11, 1000 Bruxelles ou à l'adresse indiquée :

- Le droit communautaire (Tiré à part du dix-neuvième Rapport général sur l'activité des Communautés européennes 1985/1986), 150 FB (TVA exclue).
- Voyage à travers l'Europe (Informations sur les Etats membres et l'évolution de la Communauté européenne, 1985), 100 FB.
- Rapport de recherche : les trajets domicile-travail — Expériences de Participation, Rapport de synthèse (Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, Dublin, 1986, 208 p.), 550 FB.

Agenda

2.10 : Journée d'information pour les sociétés de développement - Flandre Orientale (Hôtel de Ville-Aalst); 8.10 : Idem à Anvers (UIA); 7-8.11 : Réalités européennes du Présent; 13.11 : Fédération Indépend. des Seniors; 21.11 : Colloque „Les Communications et Télécommunications dans l'Eurégio Meuse-Rhin” (Maison de l'Europe de Liège, tél. : 041/65 23 02); 24.11 : Journée d'information „La Femme et le Travail”.

Art dans la ville

„Un rêve ... et l'autre dans la lune”

Cette phrase est le titre étrange donné à un projet qui pourra être vu du 3 octobre au 2 novembre aux Halles de Schaerbeek.

Il s'agit en fait d'une maquette de 2 mètres de haut d'un monument destiné au rond-point Schuman, le cœur „européen” de Bruxelles. Cette structure conduit, sur le rythme de la lune, un jeu de lumière féérique.

Les créateurs de ce monument, qui se cachent derrière le nom de l'asbl TOUT (rue du Béguinage 16, 1000 Bruxelles, tél. : 02/217.63.95), ont reçu le soutien d'institutions officielles et de sponsors, mais la réalisation du projet en un monument de 18 mètres de haut restera peut-être aussi un rêve.

CE/Japon

Le déficit commercial des CE avec le Japon a atteint le chiffre record de 17 milliards d'Ecus en 1985. Pourquoi et comment ? Vous trouverez la réponse dans une brochure de la Commission européenne, intitulée „Japan and the European Communities : a stocktaking”. La Commission a également publié en juillet, les résultats d'une évaluation faite par le „Urwick Management Centre” de ses programmes de formation des cadres aux réalités du Japon qui, depuis 5 ans, connaissent un grand succès („Training Programme in Japan for EC executives, Follow-up Review”).

Enseignement

La formation continue est de plus en plus en vo-

gue : elle sera l'objet d'un premier congrès européen, à Berlin, du 9 au 10 octobre, avec la participation du vice-président de la Commission européenne Karl-Heinz Narjes. La Commission vient de publier une brochure sur ses actions dans le domaine de l'enseignement : „La Communauté européenne et l'éducation : 10 ans de coopération”.

Marché interne

L'achèvement du „grand marché” de libre-échange dans la CE, d'ici 1992, c'est le défi n° 1 de cette décennie. Un guide, „Completing the internal market”, réalisé par les consultants „Touche Ross International”, résume les objectifs et les principales étapes de ce programme.

L'Europe sur deux roues

Du Portugal à l'Italie, en passant par le nord de l'Espagne et le sud de la France, ils ont pédalé pour l'Europe. C'est Jacques Delors qui a coupé, le 11 septembre à Porto, le ruban, bleu bien entendu, de départ du premier „Tour de l'Avenir de la Communauté européenne”. Les 24 équipes — dont

14 d'amateurs — de six coureurs devaient arriver à bon port, le 21 septembre, à Torino. Patronnée par la Commission et le Parlement européen, cette course, organisée par la société du Tour de France, devait également être l'occasion de nombreuses animations, débats et reportages sur les régions

traversées et certains aspects de la politique communautaire qui les concernent. L'année prochaine, vous pourrez la voir : la course traversera les six pays fondateurs du Marché Commun puisque 1987 marque le 30^e anniversaire de sa création.



Jacques Delors donne le départ du „Tour de l'Avenir” le 11 septembre, à Porto (Portugal).